

inprecor

Italie

Où va Refondation communiste



EUROPE

**Retour de la
social-démocratie**

l'Allemagne de Schröder

Union Européenne

Quand la social-démocratie revient... François Vercammen 3

France

Vers une extrême gauche coalisée ? Rafaël Duffleaux 6
 Contre la ratification du traité d'Amsterdam R. D. 7

Allemagne

Les « Rouges-Verts » aux affaires Angela Klein 8
 Le PDS après les élections Winfried Wolf 12

Italie

Scission du PRC, nouvelle phase de refondation communiste Livio Maitan 16
 Rapport et conclusion de Fausto Bertinotti document 20
 Intervention d'Armando Cossutta document 21
 Motions présentées lors du CPN du PRC documents 22
 De Prodi à D'Alema Livio Maitan 24
 Le trotskisme à la une... revue de presse 24

Pays Basque

Un pari pour la refondation de la gauche basque J. R. Castaños 27
 Plate-forme de Euskal Herritarrok (E.H.) document 27
 Profession de foi de la liste E.H. document 28

Grande Bretagne

La gauche travailliste surprend Blair Neil Murray 29
 Une démocratie de Parti sous haute surveillance N. M. 31

Notes de lecture & Errata

— *The Economics of Global Turbulence*, R. Brenner M. Durand
 — *Débats des révolutionnaires américains*, CLT J. M.
 — *Mouvement des chômeurs*, M.-A. Combesque M. Lowy
 — *Erratum Polynésie et erratum Allemagne* (red.)

Ukraine

7 ans d'indépendance et de crise Roman Kondakov 33

Viêt-nam

Entretien avec Tuan J.-M. Krivine 36

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration : PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 43 79 29 60

Fax : 33/0 1 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication,

gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Conception

de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{ème} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- Autres destinations 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- PLI FERMÉ (toutes destinations) 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples) (600 FF, 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 400 FF, 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/E-mail :

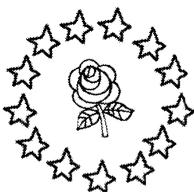
● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes !).



Quand la social-démocratie revient...

par
François Vercammen*

Une série d'événements politiques se sont succédés ces derniers mois en Europe impérialiste, qui méritent d'être soulignés.

Avec la victoire du SPD allemand, la social-démocratie domine désormais 13 des 15 gouvernements dans l'UE. Dans plusieurs pays cela se fait avec le soutien des partis verts ou (ex-) communistes.

A un autre niveau, la gauche radicale progresse. En Grande-Bretagne, au congrès du Labour Party, Blair fut pris de court par l'élection au Comité exécutif national (NEC) de 4 candidats de gauche contre 2 à la droite. En Écosse, s'est constitué autour de la branche régionale, "désectarisée" du *Militant*, un nouveau Parti Socialiste d'Écosse (SSP), rassemblement pluriel de plusieurs courants politiques et syndicaux, avec un poids social certain et pouvant envisager une percée électorale. En Grèce, la gauche radicale, en partie unie, se renforce. La grande presse redécouvre "le trotskisme" : en Italie, par la contribution des camarades de la IV^e Internationale à la victoire de Bertinotti dans le PRC, et en France, avec le projet de liste unitaire LO-LCR aux européennes.

La coïncidence de ces faits n'est pas fortuite. Manifestement, ce sont les premiers points de cristallisation proprement politiques — produit d'une résistance idéologique et sociale, diffuse et difficile, des quinze dernières années — qui viennent à la surface. Cela arrive maintenant parce que l'impasse actuelle de la politique néolibérale, incapable de toute façon à satisfaire les besoins sociaux des populations, a ouvert un débat général dans la bourgeoisie. Cela autorise quelques audaces à la social-démocratie (cf. Jospin et Lafontaine). Dans la foulée, la question d'une politique

vraiment alternative regagne son droit de cité.

La recomposition à gauche évolue désormais dans ce contexte en partie nouveau.

Défaite de la droite

Le retour au pouvoir généralisé de la social-démocratie est un facteur politique important. Sa portée va nettement au-delà d'une simple victoire électorale.

Ses victoires électorales successives sont avant tout des défaites majeures pour la droite : la fin de l'interminable



règne de Kohl (plus de 15 ans ! — un record en régime parlementaire "classique") et, auparavant la défaite de Thatcher et le départ précipité de Juppé, disposant d'une majorité parlementaire écrasante. Ces figures de proue réactionnaires et notoirement antisociales ont fonctionné comme chape de plomb sur la formation de l'UE. Elles ont été le support politique à l'offensive patronale (toujours en cours), exceptionnelle par sa durée et sa profondeur.

Aujourd'hui, le balancier oscille dans l'autre sens. Dans la foulée de leurs défaites électorales, les grands partis populaires de la bourgeoisie sont entrés dans une crise sans précédent depuis l'après-guerre (parti

conservateur britannique, néogaulistes français, démocratie-chrétienne italienne) ou y entrent (CDU-CSU en Allemagne).

Il serait donc faux de ramener l'alternance social-démocrate à une simple poursuite de la politique néolibérale. Le contexte change ; le rapport à la société de tels gouvernements, aussi.

Mais la social-démocratie qui revient, ne regagne pas sa superbe d'antan, certainement pas le contrôle des mouvements sociaux, ou l'allégeance des salariés et des jeunes. Elle gagne, quand elle se trouvait dans l'opposition, mais ne récupère pas les pertes (à l'exception de l'Allemagne) ; étant déjà au gouvernement, elle perd, parfois désastreusement (en Suède, et aussi en Grèce lors des dernières municipales d'octobre).

Une ouverture précaire

Les élections et l'arrivée des gouvernements de centre-gauche dénotent et améliorent un rapport de force très dégradé. Il y a un regain de confiance et une reprise de la gauche politique. Mais avec des limites.

Symptomatique est la liesse populaire, parfois immense, qu'on a pu constater à chacune de ces victoires électorales. Car elle est manifestement disproportionnée par rapport au changement de politique qu'on peut rationnellement prévoir. On ne peut l'expliquer que par la perception qu'ont les travailleurs du faible rôle que joue leur propre activité sociale (à l'exception sans doute de la France avec le mouvement de l'hiver 1995). Cela engendre quelques espérances sur la politique de ces gouvernements. En revanche, ces illusions ne sont pas (ou peu) partagées par une partie (minoritaire) de la société et

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Union Européenne

beaucoup de militants de la gauche politique et sociale.

Cela explique et la coexistence des difficultés d'une ample remobilisation sociale et le vote assez important à la gauche de la social-démocratie, dans toute une série de pays d'Europe. Il s'agit là d'une nette prise de conscience politique, fut-elle élémentaire.

On mesure donc la précarité de ce retour du balancier, à la fois pour la social-démocratie et pour la gauche de la gauche. Le mouvement social essaye de tirer partie de cette nouvelle situation parce que ces gouvernements sont plus perméables à la pression sociale. Et ces derniers essaient de conforter leur position par la réintroduction, jusqu'à un certain point, des appareils syndicaux dans une collaboration de classe plus organisée.

Mais, la peur de se retrouver dans une lutte isolée ou sans issue, ou encore sans solidarité, continue à freiner l'activité. Cela n'exclut pas de très grandes manifestations pourvu que certaines conditions d'efficacité soient réunies (France, Belgique, Italie, Suisse, Finlande...). Mais

celles-ci restent aussi, la plupart du temps, et pour le moment, sans perspectives, sans lendemains, sans effet cumulatif sur le plan de l'organisation.

Sur le plan politique, "le moindre mal" pèse de tout son poids sur le moral des masses populaires, comme sur les volontés militantes et sur le déploiement hardi d'une alternative radicale à gauche.

Pour les deux raisons liées entre elles : le chômage de masse et la précarité généralisée ; la faiblesse du mouvement social (qui en découle). Il y en a une troisième : la peur d'un retour de la droite, plus agressive qu'avant. Dans certains pays, comme l'Italie, il s'agit d'une droite "bonapartiste", semi-extraparlementaire (Berlusconi, Bossi, Fini). Dans d'autres pays cela pourrait signifier une flambée de violences fascistes et leur croissance organisationnelle (par exemple en Belgique et en Allemagne). La France pourrait combiner les deux, avec à la clé un gouvernement de "la droite plurielle", comportant le Front National. Cela conforte la position des gouvernements de gauche face au

mouvement social, et fournit l'alibi pour "droitiser" leur politique sur certains terrains (la sécurité).

L'Union européenne social-démocrate

La social-démocratie est désormais au pouvoir, pour les quelques années à venir, dans les institutions de l'UE, et dans 13 des 15 pays-membres. La simultanéité, l'extension géographique, son impact soci(ét)al et l'homogénéité politique (relative) en font une expérience politique exceptionnelle, qui fonctionnera différemment sur le plan européen et national.

Sur le plan de l'UE, c'est une perspective totalement nouvelle qui s'ouvre. Dans les trois pays-clé de l'UE, il s'agit d'un gouvernement social-démocrate homogène (Grande Bretagne), ou d'un gouvernement de la gauche plurielle (en France et en Allemagne) sans partis de la bourgeoisie, avec des majorités parlementaires de gauche. Globalement, les PS dirigeront toutes les institutions exécutives de l'Union Européenne : le Conseil des ministres et la Commission. Même le président de la Banque Centrale Européenne, Duisenberg, est un social-démocrate. Il n'y a plus de raison pour qu'ils ne mettent pas en application ce qu'ils ont toujours promis dès que l'euro serait installé : résoudre le chômage et mettre en place l'Europe sociale. Cette omniprésence social-démocrate rend possible une politique offensive, homogène et simultanée.

De par l'existence de l'euro et le faible degré d'ouverture économique (environs 10% du PIB de l'UE provient du commerce extérieur, chiffre comparable à celui des États-Unis et du Japon), l'UE est en position d'appliquer une politique autonome, de développer son fameux "modèle social" et résister à "l'américanisation" de nos sociétés. La concurrence délibérée entre pays-membres de l'UE (qui pousse les normes sociales vers le

bas) n'est plus de mise. Plus de panique pour prendre des mesures qui frappent le capital : contrôle des capitaux, harmonisation des impôts, taxe Tobin...

Cette configuration politique-institutionnelle est exceptionnelle. Il y a là une opportunité dont le mouvement social doit se saisir en rassemblant le maximum de forces (unifiant celles qui sont contre l'UE et celles qui sont pour mais luttent contre les effets désastreux de sa politique) pour forcer le changement.

De toute évidence l'UE ne pourra maintenir sa politique telle quelle. En 1998, "par chance", les critères de Maastricht furent atteints grâce à une



embellie économique. Mais, "malchance" en 1999, l'application de ces critères (aggravés par le pacte de stabilité : maximum 1% de déficit budgétaire) se fera dans une conjoncture économique moins favorable. L'UE sous l'égide social-démocrate, appliquera-t-elle aveuglement une politique monétariste pro-cyclique, renforçant encore le reflux ? Aura-t-elle la volonté politique de briser le corset néolibéral que l'Union monétaire s'est imposée ? Sera-t-elle prête à transgresser les critères des traités sur lesquels est fondée la Banque Centrale Européenne et dont la Commission Européenne est la gardienne ? Osera-t-elle "la crise institutionnelle" ou capitulera-t-elle une fois au nom de la stabilité des institutions et de la défense de l'euro ? Prendra-t-elle le risque d'être balayée à la première occasion par la droite et de favoriser la droite fasciste ? Si le chômage s'ac-

croît de cinq, voire dix millions d'unités en 1999-2000, ce scénario deviendrait plausible.

Pays par pays, et au niveau de l'UE comme telle, il s'agit de se battre contre cela. La Confédération européenne des syndicats (CES) est un élément important : continuera-t-elle à s'aligner derrière la Commission au nom de "la stabilité de l'euro" ou reprendra-t-elle son autonomie revendicative ? A côté d'initiatives comme les Marches européennes, beaucoup dépendra de la gauche syndicale.

L'européanisation de la vie politique

La construction d'un mouvement social actif d'emblée européen est un élément important. Cela concerne directement la recomposition à gauche. Toute la vie politique sera désormais affectée par l'impulsion coordinatrice induite par l'activation du proto-État européen. Pour la première fois, cela se manifestera clairement dans la vie de tous les jours.

Les partis socialistes se doteront d'une plate-forme électorale qu'ils essayeront de profiler à gauche. Les (ex-) partis communistes ont en partie récupéré leur capacité de coordination en Europe. Ils se sont réunis à deux reprises (à Berlin en juin, et à Rome en septembre) pour établir un plan de campagne électorale. Mais ils peinent à se mettre d'accord sur un texte politique. Les Marches européennes, la multiplication des "contre-sommets" (face à l'UE, les G-7) ont stimulé la gauche radicale. Une sorte de mini-société civile, encadrée par des ONG, des mouvements sociaux, des coordinations de toute sorte, s'est créée. Dans tout cela, le Parlement européen (qui n'est pas un parlement) a joué un rôle d'appoint positif.

La conséquence plus générale sera une interaction transfrontalière de la vie politique, sociale, culturelle, intellectuelle.

Les partis communistes, mieux coordonnés, ne peuvent pas ignorer le débat d'orientation qui a déchiré le PRC et débouché sur la formation du "nouveau PCI". Cohn-Bendit, très symboliquement tête de liste des Verts français, sera probablement aussi conseiller politique de Joschka Fischer, le nouveau ministre allemand



des affaires étrangères. Celui-ci a déclaré qu'il « *n'y pas de politique étrangère verte, il n'y a qu'une politique étrangère allemande* ». Cela n'est certainement pas un problème pour "Dany l'ex-rouge" qui avait soutenu la guerre du Golfe en 1991. Cette fois-ci ce genre de prise de position sera rapidement connu hors du territoire allemand et aidera à la clarification aussi à Paris, Rome, Bruxelles...

C'est ce cadre politique nettement plus lisible, qui recevra, dès 1999, les secousses de l'euro, du ralentissement économique, des Euromarchés, de la campagne européenne et de ses résultats, et, pourquoi pas, de luttes sociales importantes.

L'hypothèse de Bertinotti

Parcourant le paysage politique et gouvernemental en Europe, le dirigeant du PRC italien Fausto Bertinotti constate : « *Un peu partout en Europe, de la Suède à l'Allemagne, ainsi qu'en France, en Espagne, au Portugal existe une gauche communiste alternative et antagoniste* [c'est la terminologie en vogue au sein du PRC pour se distinguer d'une gauche réformiste]. *Les social-démocraties au gouvernement doivent tenir compte de cette gauche* ».

Les faits sont là. La poussée social-démocrate s'est accompagné d'un

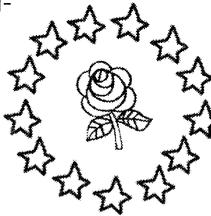


discrédit important d'une droite néolibérale, compromise par sa politique au pouvoir. Du coup, les "grandes alliances" deviennent politiquement plus difficiles, notamment aux yeux d'une partie de l'électorat de gauche (le nouveau gouvernement italien, dirigé par d'Alema, avec la droite chrétienne démocrate et le néo-PCI de Cossutta sera un test). Un certain renforcement électoral des formations politiques à la gauche de la social-démocratie offre une solution de rechange. Reste qu'il n'y a pas, pour le moment, de vrai changement de politique.

Le débat autour de la formation de tels gouvernements (souvent qualifiés de "centre-gauche" avec toute la confusion du genre) occupera une place centrale dans la vie politique et sociale, dans les quelques années à venir. C'est d'abord un facteur important (si ce n'est le plus important) de politisation du mouvement social dans la phase actuelle. C'est aussi un facteur de clarification, et, souvent, de division à la gauche de la social-démocratie.

La question a déjà provoqué deux scissions dans le PRC depuis sa naissance en 1991. En France, il mine le PCF dont la direction vague à vue et semble persister jusqu'à la crise finale. En Suède, elle a, tout de suite après les élections, fait surgir au sein du Parti de gauche (ex-PC) une division gauche-droite, face au gouvernement PS qui maintient une forte politique néolibérale et pousse à l'entrée dans l'Union monétaire. En Allemagne, en pleine campagne électorale, le président du PDS annonçait abruptement une « *adaptation programmatique* » que tout le monde interprétait aussitôt comme une tentative pour rendre le Parti *salonfähig* (c'est-à-dire prêt à co-gouverner). La participation gouvernementale surdétermine, depuis plusieurs années, la trajectoire des Partis Verts là où ils ont la force parlementaire pour devenir "ministrables".

La gauche révolutionnaire est peu ou pas préparée à aborder ce problème tactique important, dès qu'il se pose concrètement. En effet, on sait d'avance qu'un tel gouvernement de "centre-gauche" ne rompra pas avec la capitalisme et qu'il amènera à



peine la politique dite néolibérale en vogue. En même temps, favoriser même indirectement un retour de la droite risque d'être catastrophique aux yeux de l'électorat populaire et d'une partie importante des militants qui animent les mouvements sociaux sur le terrain. Une analyse plus fine, une tactique tenace et intelligente, un ensemble de revendications à la fois "réalistes" et radicales, un discours en phase avec les sentiments populaires — la question de la pédagogie politique est vitale pour que la gauche anticapitaliste puisse se situer au centre du débat.

Les expériences montrent que c'est complexe. Permettre à un gouvernement de gauche de naître, d'accord, mais : comment le formuler ? Et si cela implique aussi (de par les règles institutionnelles) de voter pour le budget ? Faut-il exiger des contreparties — c'est-à-dire amender le texte — ou d'autres concessions ? Et jusqu'où va cette "tolérance" ? Quand est-ce que

le bilan politique du gouvernement est à ce point négatif qu'il a épuisé son crédit parmi les travailleurs et les jeunes et que c'est sa chute qui devient "le moindre mal" ? Quelles conditions

pour s'en dégager ? Comment vaincre les forces d'inertie, conservatrices, qui se sont développées précisément dans la foulée d'un tel soutien : les élu(e)s, les moyens matériels de fonctionnement, les accès aux média ?

La recomposition anticapitaliste

On ne peut se désintéresser du problème : il ne s'agit pas d'un jeu politicien. Les revendications sociales immédiates des salarié(e)s, des femmes, des jeunes sont en jeu. Le secteur politiquement conscient du mouvement social est concerné. Il en débat. Cela concerne directement le lien à forger entre la gauche révolutionnaire et d'autres courants politiques radicaux dans et autour des partis (ex-) communistes, des Verts et des sociaux-démocrates. Et il faut être attentifs à des reclassements qui affecteront les partis socialistes et,



partant, les militants des PS dans les mouvements sociaux.

Les courants anarcho-syndicalistes en général préfèrent ignorer le problème. Cela vaut aussi pour certains courants se réclamant du trotskisme. C'est pourtant une question-clé. La longue histoire du mouvement social le démontre. Dans la mesure où son impact croît dans la société, celui-ci a toujours été amené à chercher un prolongement politique-institutionnel : parlementaire ou gouvernemental. Aucun syndicat de masse ne peut faire l'économie d'une démarche politique, quitte à fonder un Parti politique lui-même (Labour Party, PT brésilien).

Du point de vue de la recomposition anticapitaliste, cette démarche est fondamentale : sans avoir subi le baptême du suffrage universel, avec succès (un score significatif et des élu(e)s), la gauche révolutionnaire restera un "groupe d'action" certes politique, mais dont "l'utilité" est circonscrite aux luttes sociales. Mais tout succès réel implique immédiatement une série de choix politiques au jour le jour et qui "engagent".

L'objectif de la recomposition "à la gauche de la gauche" à cette étape-ci, c'est le dégagement d'une nouvelle force politique large et plurielle — anticapitaliste, féministe, internationaliste avec un impact de masse. Sa réussite pourra être mesurée dans la phase devant nous à une double capacité : se lier aux forces militantes qui émergeront de l'interaction conflictuelle entre le mouvement social et la social-démocratie aux gouvernements ; devenir un point de référence politique-institutionnelle-électorale. Les deux sont en partie liés, bien entendu. Il y a donc un vrai enjeu pratique dans la période qui s'ouvre maintenant, au moins dans certains pays.

21 octobre 1998

Vers

par
Rafaël Duffleaux*

Le Comité central de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a décidé d'ouvrir des discussions avec Lutte Ouvrière (LO) en vue de constituer une liste commune pour les élections européennes.

Une telle liste avait déjà été constituée mais c'était lors des européennes de 1979 et à l'époque la liste Arlette Laguiller-Alain Krivine avait recueilli un peu plus de 3% des voix. Il y eut ensuite des listes communes aux municipales de 1983. Mais depuis cette période, si les rapports sont restés fraternels, il n'y a plus eu de campagne commune. Réticente à toute démarche de construction de structures unitaires, notamment avec des "réformistes", LO s'est souvent contentée de soutenir de l'extérieur la plupart des nouveaux mouvements sociaux (sans-papiers, chômeurs...) : soutien verbal ou participation drapeaux en tête aux manifestations. Cette attitude a souvent été justifiée par le refus de construire des mouvements avec des individus ou courants "extérieurs à la classe ouvrière" mais aussi par un choix organisationnel : la volonté de LO de mettre toute son énergie dans le travail d'entreprise et de ne pas se disperser ailleurs dans une intervention de "supplétif".

Après une percée électorale

Ceci étant, cette pratique n'a pas empêché la porte-parole de LO, Arlette Laguiller, de recueillir plus d'un million trois cent mille voix (5,3%) lors de l'élection présidentielle de 1995. Si la personnalité et la popularité d'"Arlette" explique en partie ce score, il n'en reste pas moins qu'il témoigne avant tout de l'existence d'un courant radical de révolte qu'elle a su interpréter.

* Rafaël Duffleaux est journaliste de l'hebdomadaire Rouge publié par la LCR.

une extrême gauche coalisée ?

Cette année, les résultats des élections régionales ont permis de confirmer ce phénomène. L'extrême-gauche, c'est-à-dire LO mais aussi la LCR cette fois-ci de façon significative dans certains départements, rassemble plus et parfois largement plus de 5% des voix. Essentiellement dans les régions industrielles à forte tradition PCF. Mais pas uniquement comme à Toulouse où les résultats cumulés de la LCR (qui a obtenu deux élus) et de LO atteignent les 10%.

Depuis plusieurs années, et notamment après les grandes grèves de 1995, la démarche de la LCR était d'aider à transformer les rapports de force au sein de la gauche en s'efforçant de rassembler dans les luttes et dans les urnes sa partie radicale, anti-capitaliste, féministe et écologiste. C'est dans cet esprit qu'à la veille de l'été, la LCR s'est adressée au PCF, aux Verts et à LO pour leur proposer une liste commune aux européennes sur la base du refus de l'Europe capitaliste, dessinée par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, et la défense d'une Europe au service des travailleurs. La Ligue ajoutait que cette démarche impliquait une critique de la politique du gouvernement Jospin, directement inspirée par cette Europe que nous refusons.

La réponse des Verts fut leur décision, très controversée en leur sein, de présenter une liste indépendante conduite par Daniel Cohn-Bendit, partisan en son temps de la guerre du Golfe et de Maastricht.

Avec le PCF, ce fut une suite révélatrice de rendez-vous manqués ou annulés par sa direction. Officiellement, son secrétaire national, Robert Hue, a proposé une liste ouverte "à forte visibilité communiste" à tous les partisans d'une autre Europe, laissant entendre dans la presse qu'il souhaitait un accord avec la LCR mais sans jamais se donner les moyens d'en discuter. En fait la direction du PCF, inquiète de l'éventualité d'une liste d'extrême-gauche, aimerait bien capter le courant radical existant

pour le faire entrer dans le bercail de la majorité gouvernementale. C'est ce qui explique les tentatives avortées en direction de la LCR, le discours un peu plus ferme vis-à-vis de la politique sociale du gouvernement mais aussi, et c'est là toute sa contradiction, la réaffirmation que cette politique va quand même "dans le bon sens" et que le PCF, par exemple, ne votera pas contre le budget, peut-être une abstention... Bien évidemment, la LCR ne pouvait accepter de servir de caution à cet exercice d'équilibre.

Avec LO, le débat est différent : il porte entre autres sur ses positions en ce qui concerne l'Europe qui sont marquées par une totale sous-estimation de l'importance de mener des batailles spécifiques contre les traités comme ceux de Maastricht et d'Amsterdam. On se souvient que LO avait refusé de prendre position lors du référendum sur Maastricht en le justifiant par le fait qu'avec ou sans traité les travailleurs seraient toujours exploités par le capitalisme et qu'une campagne spécifique contre Maastricht sèmerait la confusion avec les courants nationalistes et serait une manœuvre de diversion.

Une large plage d'accord

Ceci étant, sur le fond des questions qui vont se poser lors de ces prochaines élections européennes, à savoir l'organisation de la résistance contre l'Europe capitaliste, la définition des grands axes d'une Europe des travailleurs et la critique de la politique gouvernementale menée par la gauche plurielle, il y a une large plage d'accord.

Les discussions ont donc commencé avec la direction de LO sur la base de projets de plate-forme préparés par les deux organisations. La direction de LO s'étant déjà prononcée publiquement pour un tel accord et mobilisant son organisation dans cette optique, il semble probable que la liste unitaire verra le jour. Si tel devait être le cas, il y aura totale égalité entre

les deux organisations en ce qui concerne notamment la composition de la liste, l'apparition dans la campagne officielle (télévisions, radios, etc.). En dehors de la campagne propre de chaque organisation, un matériel unitaire et des meetings communs seront organisés dans le pays.

En tout état de cause, la LCR a convoqué une conférence nationale à la mi-janvier qui aura à se prononcer sur la validité de l'accord et d'une liste commune avec LO.

Dès à présent, cette démarche unitaire rencontre un large écho dans les médias et donne lieu à beaucoup de discussions dans toute la gauche. A la différence de 1979, cette liste d'extrême-gauche apparaît comme crédible bien au delà des trotskistes et il est tout à fait possible, dans le nouveau contexte politique et social en France, qu'elle dépasse la barre des 5%, ce qui permettrait l'élection de quatre députés minimum. C'est dire que cette liste pourrait se trouver avec un score proche de celui du PCF ou des Verts, ce qui représenterait un immense chamboulement au sein de la gauche française et ne manquerait pas d'avoir des effets positifs sur les mouvements sociaux en France et en Europe. ■

Contre la ratification du traité d'Amsterdam

Une campagne vient d'être lancée publiquement contre la ratification du traité d'Amsterdam qui doit passer au Parlement en janvier prochain. A l'initiative de la LCR, un appel-pétition a été signé par une centaine de personnalités politiques et intellectuelles. Parmi elles, les dirigeants du PCF, de la LCR, des Verts, des Alternatifs et de la Gauche socialiste (une tendance du Parti socialiste). Ce collectif unitaire va éditer un quatre pages sur Amsterdam et organiser dans tout le pays une campagne de meetings et de signatures.

Les « Rouges-Verts » aux affaires

par
Angela Klein*

Le résultat des élections en Allemagne marque un tournant politique majeur. Plus nettement que prévu les électeurs ont choisi un changement de gouvernement, préférant à la coalition libérale-bourgeoise une coalition "rouge-verte". Ce changement est le résultat en partie involontaire de la détermination de changer de chancelier plutôt que d'une mobilisation de l'électorat pour une politique de réformes (pendant les semaines précédant les élections tous les sondages et aussi la majorité de l'opinion publique ont misé sur la probabilité d'une grande coalition comme résultat électoral).

Celui-ci correspond aux rêves les plus osés de la gauche : défaite cuisante pour la démocratie chrétienne et moindre pour le parti libéral ; forte augmentation des voix social-démocrates et de ce fait, nonobstant un recul léger du vote pour les Verts, une majorité confortable de 21 sièges au parlement fédéral (Bundestag) ; nouvelle entrée du PDS au Bundestag, mais cette fois-ci, puisqu'il a gagné plus de 5% des voix, comme fraction à plein titre, y compris avec le droit d'avoir un poste à la vice-présidence du Bundestag (ce qui lui a valu la remarque d'une présentatrice de la télé disant que le PDS était maintenant devenu un parti "porteur d'État", *staatstragende Partei*).

La fin du « modèle allemand »

Le résultat marque non seulement la fin de l'ère Kohl, mais aussi la fin du "modèle allemand", si on entend par là un système de relations industrielles basé sur un certain modèle d'État social, sur l'obligation de créer partout des conditions de vie égales (par

le biais de salaires et de conditions de travaux égales) et sur la cogestion. Il est possible qu'à moyen terme ce changement soit accompagné aussi par un changement de système électoral — tel est du moins le désir des patrons.

Finalement ce résultat va être suivi d'une recomposition profonde des partis bourgeois et de la droite, en premier lieu de la démocratie chrétienne, qui, dans l'opposition, doit "se régénérer" de fond en comble — c'est-à-dire, trouver une nouvelle orientation. Pour mieux comprendre il faut d'abord se poser la question : Pourquoi Kohl a-t-il essuyé une aussi grave défaite, alors qu'il avait en face de lui un candidat, qui ne prétendait nullement « tout changer » lorsqu'il arriverait au gouvernement ? La campagne électorale était tout sauf polarisée, n'en déplaise aux stratèges de Kohl qui voulaient faire des élections une "alternative de système". Elle était même très peu politisée et très peu vivante. Personne (sauf le PDS) ne prétendait modifier grandement les choses et personne ne croyait à des changements plus profonds.

Pourquoi Kohl a-t-il perdu ?

Il y a deux réponses à cela : Tout d'abord le chômage a occupé la première place dans les préoccupations électorales — ceci grâce aussi aux mobilisations des chômeurs. En janvier son taux fut au plus haut point dans l'histoire de l'après-guerre : près de cinq millions (chiffre officiel).

La réponse du gouvernement fut presque nulle : il misait sur la reprise économique (mais qui finalement jusqu'en septembre, où le taux de chômage avait baissé à quatre millions, n'avait permis la création que de 40 000 à 50 000 nouveaux postes de travail) ; plus importantes furent des mesures d'élargissement du deuxième



L'ancien et le nouveau chancelier :
Gerhard Schröder et Helmut Kohl (D.R.)

marché du travail, surtout en Allemagne de l'Est (200 000 postes nouveaux) ; la plus grande partie du recul du chômage était due à l'augmentation du travail saisonnier — un phénomène qui se produit régulièrement et notoirement au cours des mois d'été. Les syndicats et les médias continuaient donc à dénoncer la situation et ne donnaient aucune crédibilité à la présomption du gouvernement que l'on assistait à « un tournant sur le marché du travail ». En plus, la dégradation de la situation sociale s'était faite sans que le gouvernement cherche une solution conjointe avec tous les partenaires sociaux. Au contraire : Kohl avait laissé tomber l'offre, d'abord du président de l'IG Metall, Klaus Zwickel, puis de la confédération syndicale DGB, en hiver 96/97, de conclure un pacte pour l'emploi ; en même temps la répartition des richesses continuaient à se faire massivement en faveur des plus riches.

Kohl s'était donc décidément trompé lorsqu'il croyait gagner les élections avec une vieille recette qui depuis les années 50 a toujours profité aux conservateurs : « Pas d'expériences ! Continuons comme ça ! » La majorité de la population ne voulait pas d'expériences, mais surtout elle ne voulait pas continuer comme ça. Schröder, le candidat du SPD, a su très bien capter ce sentiment et a placé sa campagne sous le titre : « Nous n'allons pas tout changer, mais nous allons faire mieux dans bien des endroits ».

* Angela Klein est rédactrice de SoZ - Sozialistische Zeitung.

En deuxième lieu Kohl a perdu à l'Est. Là il est tombé sur ses propres promesses de « *paysages florissants* ». Presque dix ans après l'unification il a bien dû payer son prix. Surtout, il y a eu un retournement complet du vote ouvrier : après la réunification la démocratie chrétienne a été, dans la classe ouvrière, le premier parti. Ceci, avec les nouvelles élections, a radicalement changé : la social-démocratie est à nouveau son parti majeur et on peut parier que ce sera pour longtemps.

En troisième lieu il faut mentionner le manque d'homogénéité de la CDU autour d'un nouveau projet politique qui aurait tenté d'apporter des réponses nouvelles aux problèmes créés entre autres par le gouvernement. La chef de la fraction parlementaire, Wolfgang Schäuble, l'avait bien anticipé : au congrès électoral de la CDU il avait présenté un « *programme pour l'avenir* » qui devait la faire apparaître comme un parti moderniste, à la hauteur des problèmes de la société. Mais ce programme n'a joué aucun rôle dans la campagne électorale ; celle-ci a été dominée par les acquis du règne Kohl, sa politique et ses conséquences. C'est donc Kohl qui a perdu les élections.

Un projet de réconciliation des classes

Schröder n'a pas seulement profité, comme son collègue anglais, Blair, de l'effondrement de la CDU ; il a gagné réellement et massivement en voix. Bien qu'il se soit adressé à un « *nouveau centre* » un peu mythique, il a surtout gagné le vote des ouvriers et des employés — donc d'une frange du salariat plus aisée et plus qualifiée. Il a gagné non pas avec un projet de classe, opposant les salariés aux patrons ou les pauvres aux riches (comme a fait le PDS), mais avec un projet de réconciliation des classes, en faisant campagne pour « *un nouveau consensus social* », dont le cœur serait le pacte pour l'emploi. La promesse c'est que si l'économie allemande gagne la compétition sur les marchés mondiaux il y en aura assez pour contenter les salariés aussi. Jusque là il faut faire des sacrifices — mais vu la force de l'économie (de la bourgeoisie) allemande, un jour ces sacrifices

payeront. Le niveau de la conscience de classe est suffisamment bas, les directions syndicales suffisamment lâches et la gauche syndicale suffisamment faible pour que cette proposition paraisse sans alternative. Naturellement ce « *nouveau consensus* » inclut aussi la promesse que les sacrifices nécessaires doivent être — et seront — répartis de façon plus égale.

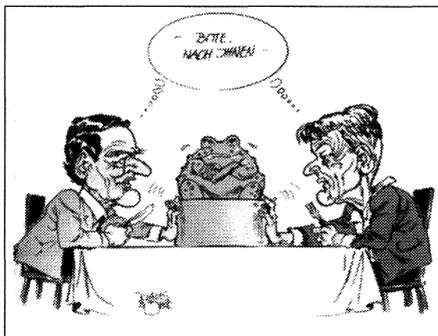
A part ça, la social-démocratie se présente aujourd'hui comme un garant de la continuité constitutionnelle et politique : après la réunification il y a eu *de facto* une grande coalition pour toutes les questions essentielles qui touchaient à la nouvelle place de l'Allemagne dans le nouvel ordre mondial : la mutilation du droit d'asile, l'envoi de troupes allemandes à l'étranger — il ne manque que le droit à la bombe atomique. Tous les changements de la Constitution, qu'il y a fallu pour définir cette nouvelle place, n'auraient pas été possibles sans l'accord du SPD. La politique européenne, d'ailleurs, ne fera pas exception, quoi que Schröder en ait dit auparavant contre l'introduction de l'Euro.

Les Verts sont le seul parti gagnant qui a perdu dans les élections. Cela s'explique en partie par "l'effet Schröder", c'est-à-dire le vote utile qui a été massivement pratiqué, aussi bien par la gauche social-démocrate que par une partie des Verts, même, dans certains endroits (surtout dans des villes à forte composante alternative de gauche comme Berlin, Brême, Tübingen, Marburg etc.), par les électeurs du PDS. Cela s'explique aussi par le fait que les Verts ont eu du mal à définir, dans la campagne électorale, un profil indépendant vis-à-vis de Schröder, tant ils étaient fixés sur la tâche de clouer Schröder sur une coa-

lition "rouge-verte". Ils ont plus fait campagne contre la grande coalition que pour leur propre programme. (D'ailleurs là, où ils ont essayé de se démarquer, comme avec l'augmentation du litre d'essence à 5 mark, ils ont suscité une vague de protestation qu'ils n'ont pas voulu contester.)

Succès et contradictions du PDS

Le PDS a atteint tous ses buts électoraux : il a gagné 5,1% des voix au niveau fédéral, dont 1,0% à l'ouest ; il a gagné 4 sièges directement, c'est-à-dire par vote majoritaire dans 4 circonscriptions de Berlin-Est (parmi lesquelles le centre de Berlin, qui avait été conquis jadis par l'écrivain Stephan Heym) ; il est passé au statut de fraction parlementaire à plein titre, ce qui lui confère tous les droits et beaucoup plus d'argent : entre autres la nouvelle fraction pourra se payer dorénavant 150 employé(e)s, et elle aura droit à une fondation qui travaillera, comme toutes les fondations des partis, en partie avec de l'argent d'État — ce qui à coup sûr alimentera la bataille interne pour les postes et fournit à la direction du parti un instrument fort d'interventions bureaucratiques. La plus grande augmentation des votes s'est faite à l'Est ; des 380 000 votes environ qu'il a gagnés déjà 250 000 sont venus de la CDU. C'est bien la preuve qu'une campagne "identitaire" (sans être populiste) qui a mis l'accent sur la discrimination particulière des est-allemands dans le processus d'unification, combinée à une campagne pour une autre répartition des richesses, faisant appel, entre autres, au sens égalitaire des Allemands de l'Est, a bien rencontré leur assentiment. A l'Ouest ce fut beaucoup plus difficile ; il a pu gagner dans quelques milieux syndiqués (pour qui la ligne de Schröder n'était plus acceptable) et dans certaines couches ouvrières et de chômeurs peu politisés et sensibles au discours sur une autre répartition des richesses. Ceci correspond au fait que les adhérents, que le PDS a su gagner au cours de la campagne électorale, sont pour la plupart des jeunes sans éducation politique. La gauche ouest-allemande, qui est en gros critique vis-à-vis du PDS, a massivement voté pour lui, afin qu'il puisse entrer au Bundestag. La



Gerhard Schröder (SPD) et Joscha Fischer (Verts) : « *Après vous...* » (En Allemagne on avale un crapeau comme en France on avale les couleuvres)

Allemagne

direction du parti juge que le résultat à l'Ouest n'est pas satisfaisant, mais elle sait aussi que les votes gagnés à lui ont permis de franchir le seuil des 5%.

Le week-end même des élections générales, ont eu lieu en Mecklenburg-Poméranie du Nord, dont Schwerin est la capitale, les élections pour le parlement régional. Là aussi le SPD et le PDS ont largement gagné, la CDU tombant au-dessous du seuil des 30%. En ce qui concerne la place du PDS dans l'échiquier politique cette victoire a un double effet :



Rudolf Scharping, ex-président du SPD, ministre de la Défense. (D.R.)

au parlement de Bonn il se trouve dans la situation confortable de pouvoir mener une opposition de gauche pure et dure ; il paraît qu'il veut occuper cette place, puisqu'il a tout de suite annoncé qu'il ne voterait pas pour un chancelier Schröder vu que celui-ci n'a pas besoin des votes du PDS (il compte s'abstenir). A Schwerin par contre tout paraît indiquer qu'il entrera dans une coalition avec les SPD. Dans le système législatif allemand le parlement est constitué par deux chambre, dont une chambre des Länder, dans laquelle siègent les gouvernements des Länder. Toute une série de lois doivent passer par les deux chambres. D'habitude, lorsque dans un Land il y a un gouvernement de coalition et qu'il n'y a pas d'accord sur un projet de loi du parlement fédéral, le gouvernement en question s'abstient à la chambre. Le SPD à Schwerin a exclu une coalition avec la CDU, parce que celle-ci voulait continuer cette pratique. Il préfère former un gouvernement avec le PDS qui l'a rassuré en promettant de ne pas saboter des projets de lois venant du gouvernement de Bonn. Il peut donc se produire la situation où le PDS vote à Bonn contre un projet qu'il soutient à Schwerin. Ceci dessine les conséquences directes, institutionnelles, de la place politique contradictoire

qu'occupe le PDS. Au niveau des masses et de la politique quotidienne cela peut ne pas trop se remarquer : un mur invisible mais épais persiste entre l'Est et l'Ouest et on ne s'occupe pas trop des bagarres des voisins. Dans la masse de la population une telle balance ne va pas nuire au PDS ; l'essentiel de son électorat à l'Est n'attend rien d'autre. Cela peut lui nuire chez les activistes de gauche à l'Ouest en train de formuler un projet alternatif à la ligne de Schröder et peu soucieux des sentiments de l'électorat du PDS à l'Est.

Vers une recomposition de la droite ?

Le parti libéral (FDP) a pu se maintenir au Bundestag, mais il ne peut plus jouer le rôle qui est depuis toujours sa raison d'être : celui d'aider à la formation d'un gouvernement bourgeois. Il risque même d'être remplacé dans cette fonction par les Verts, qui sont de plus en plus approchés par la CDU comme un possible futur partenaire de gouvernement. Dans cette situation il paraît assez inévitable que commence dans ses rangs un débat sur "l'identité" du parti. Celui-ci est traversé en gros par trois courants : un courant libéral de gauche devenu très marginal (remplacé désormais par les Verts), un courant qui voit sa profession dans la prédication des dogmes de la théorie économique libérale, et un courant "national-libéral", sceptique vis-à-vis de l'euro, nationaliste et militariste, avec des liens avec des groupes d'extrême-droite.

L'extrême-droite n'a pu rien gagner dans ces élections — surtout parce que ses votes continuent à être divisés entre au moins trois partis, qui se contestent violemment l'hégémonie : le DVU (plus fort à l'Est), le NPD (de même) et les Republikaner (plus forts en Bade-Württemberg et en Bavière). Si on additionne les votes pour ces trois partis, ont arrive à 3,7% ; si on y ajoute les votes pour des groupes chauvins, ultra-libéraux et opposés à l'euro qui ont scissionné du FDP, on arrive à un score entre 4 et 5%. La naissance d'un groupe d'extrême-droite crédible à l'échelle électorale reste donc une question de leadership.

L'avenir de la CDU sera fort intéressant. Ce parti est un des derniers grands parti populaires qui a pu survivre aux années 90 en Europe ; il paraît que c'est désormais terminé. Les conflits entre l'aile patronale et l'aile dite "sociale" (les ouvriers catholiques), entre la grande, la moyenne et la petite industrie vont s'accroître. Après les élections, Biedenkopf, le premier ministre de Saxe, a ouvertement douté de la possibilité de continuer à intégrer tous ces différents courants.

Le profil du nouveau gouvernement

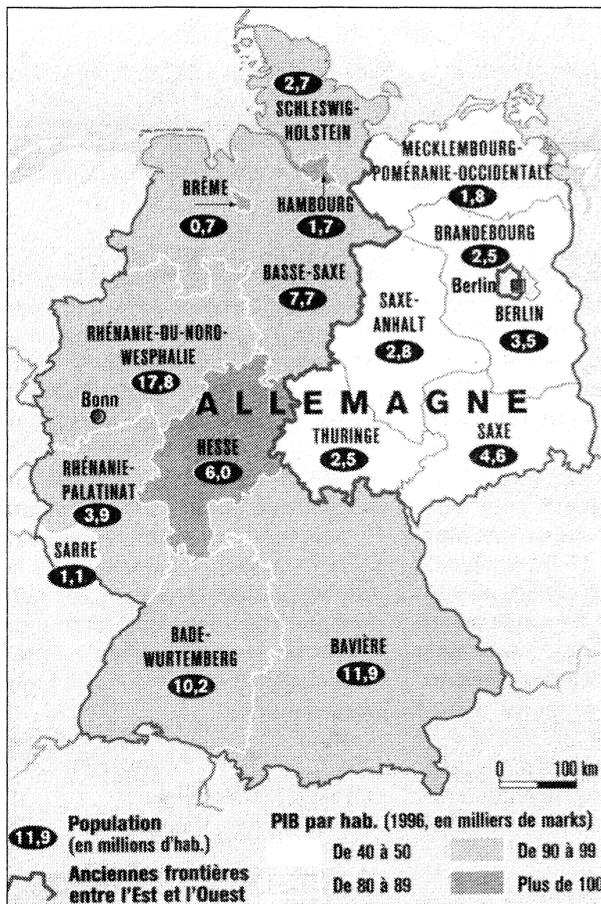
Si on attend encore des négociations entre les sociaux-démocrates et les Verts, le profil du nouveau gouvernement est d'ores et déjà décidé.

Le gouvernement "rouge-vert" assurera la parfaite continuité en politique étrangère (oui à l'OTAN et à l'Union d'Europe Occidentale, oui à l'intervention de troupes allemandes à l'étranger), tout en essayant de camoufler le nouveau rôle de l'Allemagne en tant que participant à importance croissante à l'établissement d'une nouvelle "police mondiale" sous le prétexte d'envoyer des militaires pour établir la paix. Il faut voir à cette lumière la proposition de renforcer l'ONU et la doter de troupes régulières permanentes. La proposition de placer la politique d'aide au tiers monde sous le signe d'une aide au "développement soutenable" et donc soutenir financièrement des technologies "soft" alternatives, va dans le même sens.

Au niveau de l'environnement, la coalition s'est engagée à fermer dans les cinq ans les centrales nucléaires les plus vieilles — dans une perspective de sortie du nucléaire, qui s'étalerait sur 20 à 30 ans (c'est-à-dire : on n'en construit plus de nou-



Oskar Lafontaine, président du SPD, ministre des finances et homme fort du régime. (D.R.)



conservateur, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, ait commenté cette mesure comme un pas vers la normalisation. Cette mesure - par contre ne changera rien à la politique dure vis-à-vis des réfugiés d'aujourd'hui ; les accords de Schengen vont être respectés pleinement. Aussi il ne faut pas se tromper : l'adoption de la nationalité allemande protégera les immigrés aussi peu de la violence raciste que l'assimilation a protégé les juifs contre l'agression antisémite. Les nouvelles mesures n'iront pas calmer la violence raciste ; il faudra donner aux jeunes, aux salariés, aux chômeurs une perspective d'ensemble, une perspective de solidarité, pour vraiment combattre le racisme.

natives). Pour mettre en place une telle perspective, qui vise à diviser ultérieurement les salariés et organiser en même temps un large consensus social autour d'elle, il faut mettre en place une nouvelle forme de collaboration de classe, c'est-à-dire de coopération entre les syndicats et les patrons.

Le « modèle allemand » a été, dans la période d'après-guerre jusqu'à la réunification, un modèle basé sur un système social construit autour du travail salarié ; les cotisations versées pour l'allocation chômage, santé et vieillesse devaient assurer le niveau de vie correspondant au travail exercé même en cas de sortie du monde du travail. La politique d'austérité du gouvernement Kohl a miné les fondements de ce système, mais il n'a pas été mis en question en tant que tel. Or, le ministre du travail désigné, Walter Riester, haut responsable de la IG Metall, a fait savoir durant la campagne électorale qu'il allait apporter des modifications qualitatives : l'introduction d'un revenu minimum et, en correspondance, une baisse des cotisations sociales. Dorénavant, paraît-il, la retraite ne sera plus assurée par les

velles et on ferme les existantes après un temps de roulement raisonnable). Toutefois la coalition s'est aussi engagée à trouver un nouveau "consensus énergétique" avec l'industrie du nucléaire et de l'électricité dans le délai d'un an ; l'industrie a déjà fait savoir qu'elle n'est pas prête à mener ces négociations dans la perspective d'une sortie du nucléaire. D'autres questions comme une limitation à 30 km/h de vitesse pour les automobiles dans les agglomérations ou l'arrêt du *Transrapid* (train à sustentation magnétique) sont encore ouvertes.

Sur un autre champ encore la nouvelle coalition se présente comme une force de conciliation dans la société, à la différence du gouvernement sortant, qui a opéré à sa division. C'est la politique d'immigration. Elle a décidé de modifier le code de nationalité et d'y introduire le droit du sol. Toutefois cela ne va concerner que la troisième génération d'immigrés. Cette mesure ratifie dans un certain sens ce qui est la réalité en Allemagne depuis les années 60 : elle est un pays d'immigration, qui a besoin de la main d'œuvre étrangère. C'est aussi l'avis d'une partie du patronat et il n'est donc pas surprenant que le journal

La question sociale

Le point crucial reste donc pour le nouveau gouvernement la question sociale, surtout le chômage. Il a annoncé un programme immédiat pour la création de 100 000 emplois jeunes — et cette promesse sera tenue. Après il faudra regarder les conditions d'embauche. La conjoncture économique mondiale le permettant, il n'est pas impossible non plus que le gouvernement parvienne à faire baisser dans une certaine mesure le chômage par le pacte pour l'emploi, s'il arrive à élargir fortement le secteur du temps partiel et celui des bas salaires. Toutefois il se démarquera des politiques néolibérales en réintroduisant l'assurance sociale pour les emplois précaires. En matière de politique économique la nouvelle coalition poursuivra un cours de « dérégulation contrôlée », c'est-à-dire qu'elle va continuer les privatisations, la dérégulation du marché de travail, mais en même temps renforcer les amortisseurs sociaux et surtout aider au développement d'une main d'œuvre très qualifiée et des investissements dans des technologies de pointe (qui peuvent être aussi des technologies alter-

seules, il faudra en plus une assurance privée et, le cas échéant, une aide sociale de l'État. Les cotisations ne vont donc plus, à elles seules, garantir une retraite décente. Cette perspective est fondée sur le discours sur la « fin du travail » et sur l'impossibilité de garantir une vie décente par le travail (salarié), qui nous parvient entre autres de l'administration Clinton aux États-Unis. Ce modèle livre à la merci de l'État le nombre croissant de gens, qui ne trouvent plus ni de travail permanent ni de travail assez rémunéré pour pouvoir se permettre une assurance privée suffisante. Il s'adresse au fameux



Andrea Fischer (Verts), ministre de la santé. (D.R.)

Allemagne

« *nouveau centre* », c'est-à-dire à la frange la mieux payée des employés et des ouvriers.

Un nouveau rôle est attribué aux syndicats (qu'ils remplissent déjà partiellement de fait). Dans le passé la collaboration de classe, du moins pour des syndicats comme la IG Metall, la ÖTV (fonction publique) et autres, consistait à formuler les intérêts matériels (salaires, conditions de travail, etc.) et à les négocier avec les patrons (avec pour résultat des compromis plus ou moins mauvais). Aujourd'hui ce sont les patrons qui avancent des revendications et demandent aux syndicats d'accepter des baisses de salaire, des réductions

de congé, etc. pour éviter des licenciements. En même temps ils continuent à réduire dramatiquement les effectifs. Les syndicats, mais surtout les représentations ouvrières dans les usines, acceptent souvent le chantage, en

partie parce que (apparemment) il leur manque la force de se battre, mais en grande partie aussi parce qu'ils acceptent l'idéologie patronale que sans un bon état de l'économie (voir des profits) il n'y a pas d'espace pour des revendications ouvrières. Ils épousent donc la logique du « *Standart Deutschland* » : il faut gagner la compétition sur les marchés mondiaux. Dans une telle logique la collaboration de classe a une autre signification pour les syndicats qu'auparavant.

« Pour une autre politique... »

Le résultat électoral a été une surprise pour tout le monde ; la plupart s'attendaient à une grande coalition et les attentes pour un gouvernement "de réformes" ont été — à l'heure des élections — quasi nulles. Le résultat est donc "plus à gauche" que le climat dans la société. Ceci

reflète un long processus de dépolitisation tout au long des 16 années de gouvernement Kohl, de perte de capacité d'action et d'organisation de la gauche (fragmentation des structures de la gauche syndicale, quasi-disparition du mouvement femme, repli du mouvement des chômeurs sur des tâches d'aide individuelle, disparition du mouvement pour la paix, etc.) et une attitude passive dans la société, qui, d'un côté, soutient les discours sur la nécessaire compétitivité de l'économie allemande, de l'autre, demande plus d'égalité sociale et que tout ceci soit atteint par un large consensus social entre patrons, syndicats et autres protagonistes sociaux. Le climat était donc en faveur d'une grande coalition, que le résultat électoral, trop évident, ne permet pourtant pas.

Toutefois, les perspectives qui manquaient hier sont en train de se profiler aujourd'hui — il paraît maintenant y avoir plus d'espace pour des revendications accumulées par une frange de la gauche, qui, avant les élections, a mobilisé « *pour une autre politique, non seulement un autre gouvernement* » (c'était le mot d'ordre de la manifestation du 20 juin à Berlin).

Le nouveau gouvernement est devenu aussitôt la cible des attaques des patrons, pour qui le programme de la coalition est trop "vieille social-démocratie", trop "redistributif". Il finira par leur faire plus de concessions et ne manquera pas de décevoir l'électorat plus humble. Le danger que la droite en ramasse les fruits est donc grand. A gauche il n'est possible de parer à cela que si on mène une politique d'opposition cohérente, au parlement, mais surtout dans la société. Il faut reconquérir la rue, il faut traduire la victoire électorale en une reprise de la mobilisation sociale, il faut refaire un travail d'organisation dans les différents milieux sociaux pour recréer un cadre de militants qui sachent agir sur le terrain social et reposer le problème de la construction d'un parti socialiste. Le PDS ne répond que partiellement à ces préoccupations — notons au passage qu'il a gagné, dans cette campagne électorale, en votes et en membres, surtout parmi des couches populaires peu politisées — mais il devra en tout cas en être partie prenante. ■

Le PDS

par
Winfried Wolf*

Le résultat des élections du 27 septembre est à saluer dans le contexte international ainsi que pour les possibilités d'une poursuite du travail du PDS. La volonté des électeurs et électrices exprime clairement un refus de la politique néo-libérale du gouvernement Kohl. Même si celle-ci devait être largement poursuivie par le nouveau chancelier Schröder, il y aura cependant un espace pour une nouvelle politique, des initiatives parlementaires et extraparlementaires et des mouvements sociaux. La date du 27 septembre 1998 est sans aucun doute un tournant important dans l'histoire allemande. (...)

Le vrai pouvoir n'est pas entre les mains des gouvernements — peu importe s'ils résident et intriguent à Bonn ou à Berlin — mais entre celles des grandes banques et des grands groupes industriels. La réponse du nouveau patron de Daimler-Chrysler neuf jours avant les élections à ma question (en tant qu'"actionnaire critique") si une coalition Rouge-Verte pouvait encore arrêter l'"Eurofighter" est sans ambiguïté : « *aucun gouvernement* » ne pourrait empêcher ce grand projet d'armement. M. Gnaden de la Deutsche Bank a également raison : ce projet ne sera pas stoppé par les Rouges-Verts. Seule une mobilisation extraparlementaire pourrait l'arrêter. Et il faut l'arrêter. (...)

Opportunités et dangers

Ce qui a été dit jusqu'à présent ne doit pas minimiser l'importance du 27

* Winfried Wolf est rédacteur du *SoZ - Sozialistische Zeitung*, bimensuel édité par l'Union pour une politique socialiste (VSP). Il a été réélu député de Baden-Württemberg sur la liste du PDS. Nous publions ici de larges extraits d'un article publié dans *Bundschuh-Blätter* n°8 d'octobre 1998. Le titre et les intertitres sont de la rédaction d'*Imprecor*.

près les élections

septembre 1998, mais clarifier les données. Dans la première déclaration de la nouvelle fraction du PDS (Parti du socialisme démocratique) au Bundestag, le parlement allemand, du 2 octobre 1998 on peut lire :

« La victoire de Gerhard Schröder aux élections est aussi un succès pour la gauche politique, non seulement parce qu'elle y a participé, mais parce que, comparé à l'ère Kohl, les conditions pour des réformes démocratiques se sont améliorées et que les possibilités pour une politique sociale se sont accrues. Le changement de gouvernement vers un gouvernement fédéral Rouge-Vert signifie une rupture politique profonde. »

Cette analyse est correcte. Sans aucun doute la grande majorité avait un désir : se débarrasser, lors des élections législatives fédérales, d'un gouvernement Kohl et de sa politique néo-libérale tournée contre la majori-



té de la population. C'est ce qui s'est réalisé et de façon bien plus marquée que prévu. Le Parti social-démocrate (SPD) et l'Alliance '90/Les Verts ont obtenu une majorité confortable. Le PDS ne se trouve pas dans la situation difficile de devoir soutenir ponctuellement un gouvernement intolérable en soi pour éviter pire. Dans ce contexte la nouvelle fraction du PDS n'a pas besoin de voter pour un chancelier Schröder au Bundestag. Puisqu'avant les élections nous étions unanimement d'accord de voter pour un chancelier Schröder, si cela permettait

d'éviter Kohl, il n'est que conséquent de s'abstenir maintenant que le résultat ne dépend plus du PDS. A mon avis des voix individuelles contre le chancelier Schröder peuvent être également justifiées et si le PDS votait de façon différenciée cela ne poserait pas de problème.

Le nouveau gouvernement sera probablement formé par une coalition entre le SPD et l'Alliance des verts. Il ne faut cependant pas oublier la volonté parmi quelques dirigeants de constituer une grande coalition entre les conservateurs et les sociaux-démocrates. Par ailleurs, il y en avait une de facto dans les dernières années : pour la privatisation des chemins de fer et de la poste, pour les écoutes téléphoniques et pour la dernière hausse de la TVA. Une telle coalition pourrait se reconstituer après les élections. Il faut rappeler qu'Oscar Lafontaine pendant la nuit des élections ne se limitait pas

à une coalition Rouge-Verte. C'est finalement la grande majorité de voix et l'atmosphère dans les camps du SPD et des Verts qui firent d'une coalition Rouge-Verte l'option première.

Nous avons dit pendant la campagne électorale

ce qu'il fallait attendre de ce gouvernement : il ne changera pas substantiellement la direction choisie par les gouvernements Kohl successifs. Il ne luttera pas sérieusement contre le chômage et la pauvreté et encore moins pour limiter les richesses. En politique étrangère, les tendances agressives et militaires pourraient se trouver renforcées. Pour se préparer au poste de ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer a "salué", peu avant les élections, les bombardements américains en Afghanistan et au Soudan.

C'est l'éditrice de l'hebdomadaire *Die Zeit*, Marion, comtesse Dönhoff, qui a rappelé cette continuité dans la politique allemande et qui a présenté justement les Verts comme le garant de celle-ci. Elle écrit : « Beaucoup pensent que les Verts suivront des objectifs utopiques, rendront difficile la tâche de gouverner au SPD, ralentiront le développement. Mais il semble s'agir d'un souci exagéré. La nécessité, la nature des choses, comme disait de Gaulle, est pour l'instant plus forte que l'idéologie. »

Les défis pour le PDS

Cela ne signifie pas pour autant que rien ne change. Les attentes face au nouveau gouvernement sont énormes. Celui-ci ne satisfera de son propre gré que peu de ces espoirs — comme par exemple l'annulation de la réduction des remboursements de congés-maladie. Beaucoup d'attentes seront vites déçues. Ce qui peut rapidement amener à des ruptures parmi les membres et ceux qui soutiennent le SPD et l'Alliance 90/Les Verts. L'argument que de telles ruptures entre les Rouges-Verts n'ont pas eu lieu au niveau des gouvernements des Länder dirigés par le SPD de 1972 à 1982 omet trois points :

— Premièrement, le fait qu'au niveau des Länder on avance souvent (pas toujours à juste titre) "l'excuse" que les gouvernements à Kiel, Wiesbaden, Magdebourg ou Düsseldorf ne pouvaient rien faire, parce que Bonn prenait la décision.

— Deuxièmement, les décisions à prendre par les Rouges-Verts à Bonn ou à Berlin à partir de mi-1999 sont plus explosives que des discussions au niveau des Länder et probablement plus importantes que les décisions prises dans les années 70 sous le chancelier Schmidt. Schmidt avait imposé — par ailleurs contre l'opposition interne menée alors par Lafontaine — ce qu'on appelait le "réarmement" (Pershing II, Cruise Missiles), une politique poursuivie par le gouvernement. Un chancelier étranger Fischer ne vont pas seulement continuer le réarmement de l'armée fédérale, poursuivre les nouveaux programmes d'armement (comme les hélicoptères de combat NH-90, les transports aériens militaires

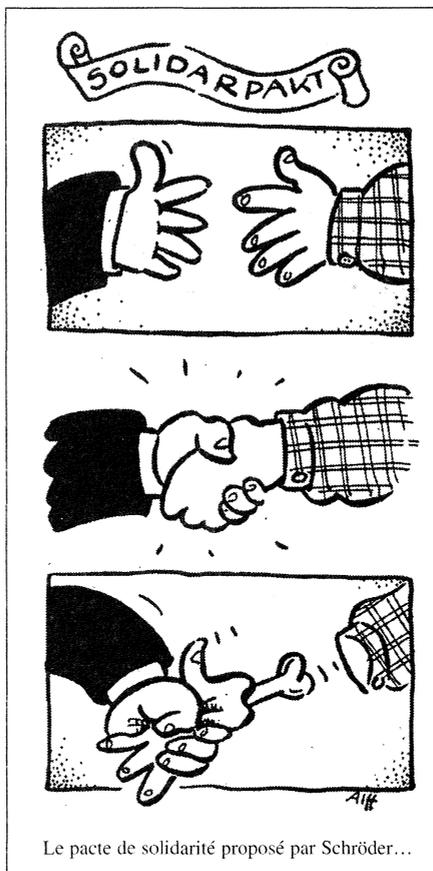
Allemagne

tel que le "Future Large Aircraft", l'"Eurofighter", appelé maintenant "Taiphoun"). Ils sont même prêts à soutenir des interventions militaires à l'étranger et à prendre la responsabilité pour des actions d'agressions militaires et impérialistes. Ce dernier point est en contradiction totale avec le programme de ces partis et — dans le cas de l'Alliance 90/Les Verts — en opposition avec leur tradition. Ceci est encore plus valable pour la partie Est que pour la partie Ouest de ce parti.

— Troisièmement, pour ce genre de comparaisons, la situation économique mondiale et les politiques de finances ne sont pas ou pas assez prises en compte. Il y a plus de dix mois, au moment de la sortie de mon livre *Capital Casino* je pensais qu'il y avait un danger réel d'une grave crise économique mondiale. Je pense que ce danger s'est précisé aujourd'hui. L'attitude de la bourse mondiale envers les élections en Allemagne — et indépendamment de celles-ci — doit être comprise comme un premier pas vers cette menace. Si une telle crise se déclenche, la situation pour agir en politique sera rapidement bouleversée. Mais même s'il y a continuité de la situation capitaliste "normale", le gouvernement SPD-Les Verts a les mains liées financièrement, car les dettes publiques s'accroissent avec une dynamique propre que seule une politique anticapitaliste pourrait rompre.

Ces trois points montrent pourquoi il pourrait y avoir des ruptures entre le camp du SPD et celui des Verts. Demander simplement un « début de sortie du nucléaire », doit paraître à la base des Verts engagée dans la lutte contre l'énergie nucléaire comme une mauvaise blague, puisqu'elle sait que les réacteurs auraient pu être arrêtés dès le 29 septembre et que, même dans ce cas, pas une lumière ne se serait éteinte en Allemagne.

Pour démystifier le modèle Rouge-Vert, on peut citer également le problème des transports. Un nouveau plan des transports fédéraux doit se faire — il aura la marque de « l'homme de l'automobile », Schröder ; la privatisation des chemins de fer entre dans une phase décisive — les positions des Verts face au transport échoueront, le train à suspension



magnétique Hambourg-Berlin se fera suite à un compromis.

Lors d'une telle démystification des Rouges-Verts, le PDS se trouvera rapidement face à un défi décisif. La discussion autour du train à suspension magnétique avant la formation d'un nouveau gouvernement en Mecklembourg-Poméranie Occidentale a valeur de symbole.

Les résultats du PDS

Dans ce contexte un résultat réjouissant et important des élections pourrait être remis en question rapidement : les fascistes et l'extrême droite n'ont pas retrouvé le 27 septembre au niveau fédéral, ni en Mecklembourg-Poméranie Occidentale le succès remporté auparavant en Saxe-Anhalt. Mais cela pourrait changer rapidement si le modèle Rouge-Vert perd de son attrait, si la situation économique et sociale empire et si le PDS n'arrive pas à offrir une direction progressiste face à la déception ambiante. Le résultat médiocre du PDS à l'Ouest — l'aspect le plus important et le plus désagréable des résultats des élections — est un mauvais point de départ.

Les résultats du PDS sont en général satisfaisants. Une analyse détaillée

donne cependant une image très différenciée. Le point faible reste la croissance insuffisante à l'Ouest, mais la différence marquée entre les premières et les deuxièmes voix (1) donne de l'espoir pour les prochaines élections européennes.

Les objectifs qualitatifs du PDS lors de la campagne électorale ont tous été atteints : le PDS a gagné quatre mandats directs ce qui aurait déjà été suffisant pour être représenté (au moins en tant que groupe) au Bundestag. Le PDS a obtenu plus de 5% des voix et est donc pour la première fois une fraction. Le PDS a pu s'accroître à l'Est et à l'Ouest ; à part le SPD, il est le seul parti à réaliser une telle croissance en voix et en pourcentage.

Succès malgré un départ difficile

Au niveau régional le PDS a pu augmenter les premières voix de 1 920 420 à 2 415 040, soit près d'un demi-million de voix en plus (494 620). Il put ainsi passer grâce au premières voix de 4,1% en 1994 à 4,9% en 1998. Pour les deuxièmes voix — décisives — le PDS est passé de 2 066 176 à 2 513 788, il a gagné 447 612 voix. Il passe de 4,4% à 5,1%, soit une progression un peu moindre que pour les premières voix. Le phénomène de cette différence sera encore repris plusieurs fois dans cette analyse — une différence plus marquée que dans les chiffres fédéraux nivelés.

Pourtant la situation pour un tel succès n'était pas favorable. Tous les partis étaient d'accord dans les dernières semaines avant les élections pour voir dans le PDS l'obstacle principal. Le SPD et les Verts ont mené une campagne anti-PDS agressive, expliquant textuellement qu'il fallait sortir le PDS du Bundestag si on voulait empêcher une grande coalition.

1. Les électeurs disposent de deux voix : la première pour élire le député de la circonscription au scrutin majoritaire uninominal à un tour dans 328 circonscriptions ; la seconde pour voter en faveur des listes présentées par les partis. C'est en fonction des suffrages obtenus par les listes (avec un seuil minimal de 5% ou de trois élus directs), qu'en vertu du principe de proportionnalité, les partis obtiennent le nombre de députés correspondant à leur "poids" électoral.

Les instituts de sondage avec leur fausses prévisions — à mon avis parfois délibérément manipulées — d'une tête à tête entre le CDU/CSU et le SPD ont fourni les bases empiriques. Le résultat des élections régionales en Bavière avec le succès imprévu de la CSU semblait donner raison à ces pronostics. Les médias transrégionaux ont marginalisé le PDS, au moins à l'Ouest, en 1998 encore plus qu'en 1994. Dans les journaux locaux nos candidats et candidates étaient par contre dans l'ensemble mieux représentés. Toutes les informations concernant la campagne électorale sur place montrent que la campagne du SPD et des Verts contre le PDS fut particulièrement efficace quelques jours avant les élections. Nombreux sont ceux dans le camp de gauche-vert, plus implanté dans les villes et à l'Ouest, qui ont fait un "vote tactique" en raison de ces (faux) pronostics. En clair : le PDS a perdu ainsi de nombreuses deuxièmes voix décisives. Le potentiel de voix pour le PDS n'a pas pu être mobilisé entièrement aux urnes.

Quelles perspectives ?

La campagne électorale de 1998, le résultat général de ces élections, le bon score du PDS dessinent une perspective générale et des tâches particulières.

Le gouvernement SPD-Alliance 90/Les Verts offre un "large champ" pour une opposition socialiste crédible. Les faiblesses que ce gou-

vernement dévoilera dans peu de temps et les espoirs qu'il va décevoir ont déjà été cités plus haut : pas de lutte efficace contre le chômage, pas d'annulation complète des attaques au système social héritées de l'ère Kohl, poursuite des privatisations et accord sur la militarisation de la politique.

Le PDS peut bien prouver dans cette situation son opposition socialiste conséquente — surtout en revenant aux ébauches politiques (programme, programme de la campagne électorale, les premières 15 initiatives parlementaires etc.) déjà disponibles.

Grâce à la campagne électorale nous avons gagné en poids dans de nombreux endroits : de nombreuses demandes adressées au PDS le reflètent. Nous avons pu améliorer nos contacts avec les syndicats, les associations écologiques et les initiatives sociales. Les expériences acquises lors de la campagne électorale, les nouveaux contacts et le résultat des élections doivent permettre une consolidation immédiate du PDS, ainsi que le recrutement de nouveaux membres et l'amélioration de notre travail. L'objectif de doubler le nombre des membres du PDS en Baden-Württemberg, par exemple, semble à notre portée.

Un moyen pour y parvenir peut être l'édition d'un journal supplémentaire déjà décidée par le président du Land le 28 septembre, dans lequel on trouvera, entre autres, le bilan du nouveau gouvernement et de la campagne électorale.

Enfin, il s'agira de profiter des expériences accumulées et du poids accru du PDS dans les élections à venir, c'est à dire lors de la campagne électorale pour le parlement européen en 1999 et des élections communales. Surtout ces dernières pourraient renforcer notre ancrage sur place de façon considérable si nous nous y préparons à temps.

Rolf Schneider a écrit dans *Die Woche* du 2 octobre 1998 que le « succès étonnant » du PDS « est un peu passé à l'arrière-plan à cause du bruit général autour du changement de pouvoir en Allemagne », mais « une nouvelle façon de voir ce parti s'impose ». C'est exact. Il se peut que le PDS de l'avenir correspondra encore plus à ce que lui attribuent le socia-

liste russe Boris Kagarlitsky et l'auteur britannique Tariq Ali en partant de points de vue différents : d'être actuellement « le parti de gauche le plus passionnant en Europe ». ■

Anciens et nouveaux Länder

Nombreux sont ceux qui furent agréablement surpris par les succès électoraux du PDS — de façon absolue et relative — dans les nouveaux Länder (ex-RDA). En tout, le PDS a connu dans ces nouveaux Länder (sans Berlin) une croissance des deuxièmes voix de 382 833 (pour les premières voix un peu moins : plus 366 282). Dans les anciens Länder (ex-RFA) le gain dans les deuxièmes voix était de 90 933 ; pour les premières voix de 128 923, soit de 40% (!) plus élevé.

A Berlin il y a eu des pertes minimales pour les premières voix et, pour les deuxièmes voix, un gain de 26 199.

Le PDS a donc reçu l'apport décisif — tant pour le nombre absolu de voix que pour le pourcentage — des nouveaux Länder. L'accroissement à l'Ouest (c'est à dire la croissance de 1998 par rapport à 1994) n'a pu se faire qu'en raison d'un niveau de départ très bas. Mais sans cela le PDS n'aurait pas eu assez de voix pour obtenir le statut de fraction au Bundestag (limite de 5%). (...)

Ce qui a joué en faveur d'un presque doublement des premières voix était le plus grand nombre de candidatures directes. La raison pour laquelle dans l'Ouest les deuxièmes voix sont restées loin derrière les premières serait entre autres qu'à l'Ouest le vote "tactique" était plus important.

Aux élections à l'Est de Berlin les quatre mandats directs ont pu être remportés (grâce aux premières voix), mais il y a eu des pertes dans les deuxièmes voix. (...) La raison essentielle devrait se trouver dans « un comportement électoral tactique », même s'il est assez particulier. Beaucoup d'électeurs et d'électrices qui donnaient leur première voix au PDS dans les arrondissements à l'Est et qui ont ainsi soutenu l'objectif du PDS de récupérer au moins trois mandats directs, votaient ensuite "utile", croyant ainsi empêcher une réélection de Kohl. (...)



Kohl :
« J'ai terminé ».



La scission une nouvelle phase de la

par
Livio Maitan*

Notre revue a suivi de très près depuis 1991 l'évolution du Parti de la Refondation communiste (PRC) (1). Ce parti représentait et ne cesse de représenter une expérience assez spécifique sous plusieurs aspects : l'ampleur d'une rupture à gauche d'un puissant parti communiste, la présence en son sein de différentes composantes ne provenant pas du Parti communiste, son pluralisme affirmé même statutairement, son ouverture à des interlocuteurs multiples à l'échelle internationale. Il a traversé des phases distinctes, liées aussi bien à ses propres vicissitudes qu'à l'évolution de la situation politique italienne. Le mois d'octobre dernier a incontestablement marqué un tournant majeur que nous nous efforçons d'analyser dans cet article. Nous publions également, pour faciliter notre tâche et celle des nos lecteurs, des extraits de rapports et de résolutions présentés au Comité politique (CPN) des 3 et 4 octobre ou le tournant s'est produit quelques jours avant la scission provoquée par l'ancien président du parti, Armando Cossutta, et la minorité qui avait partagé les orientations de celui-ci.

De 1991 à 1998

Rappelons tout d'abord les étapes qui ont marqué le parcours de Refondation communiste. Dans une

première étape — allant *grosso modo* de 1991 à 1993 — le parti se donne des structures organisationnelles aux différents niveaux, en s'assurant une présence assez diffuse à l'échelle nationale, non seulement dans les villes mais aussi dans de nombreux villages. L'identité du nouveau parti se dessine assez clairement : c'est le parti de tous ceux qui, malgré les défaites essuyées par le mouvement ouvrier et l'échec des sociétés de transition bureaucratisées, ne se résignent pas à accepter le capitalisme comme inéluctable, se réclament toujours du communisme et maintiennent une orientation "lutte de classes". C'est un parti qui se place tout naturellement dans l'opposition et à partir de là esquisse son projet alternatif. Le premier bilan qui en découle est fondamentalement positif puisque le PRC a évité d'apparaître comme un rassemblement de nostalgiques d'un passé révolu, s'adonnant pour l'essentiel à des tâches propagandistes, et a réussi à apparaître comme une formation politique ayant une audience de masse, défendant les intérêts et les exigences des secteurs les plus défavorisés de la société italienne et doté également d'une influence électorale pas du tout négligeable.

Une deuxième étape s'esquisse déjà au cours de l'année 1993 lorsqu'éclate une première crise interne dont les tenants et les aboutissants ne deviendront clairs qu'au début de 1995. Un conflit se produit au Secrétariat où s'opposent, au début

par personnes interposées, le secrétaire Sergio Garavini et le président Armando Cossutta. Ces deux hommes avaient eu des parcours très différents dans l'ancien parti communiste et ils n'avaient pas la même approche de problèmes importants de direction et d'organisation du nouveau parti de même que de certains problèmes politiques. De surcroît, le comportement personnel de Garavini ne facilitait pas les choses. La conclusion de cette première vicissitude est rapide : avant même une discussion un tant soit peu exhaustive, Garavini est éloigné du Secrétariat et s'isole progressivement. Au deuxième congrès (janvier 1994), le problème à l'ordre du jour est l'orientation pour les élections qui s'annoncent. Prévaut l'option du bloc dit des progressistes dont le Parti de la gauche démocratique (PDS) est la composante la plus importante, alors qu'une minorité de gauche obtient 20% des mandats et une deuxième minorité, pour ainsi dire de centre-gauche, 10%. A la fin du deuxième congrès Bertinotti devient secrétaire et véritable leader du parti.

Comme l'on sait, les législatives de mars 1994 marquent la victoire du bloc de droite au détriment des "progressistes". C'est à partir de ce résultat que la distance se creuse entre le PDS, dont les dirigeants estiment qu'il aurait fallu se déplacer davantage vers le centre, et le PRC, qui, sous l'impulsion de Bertinotti, radicalise ses orientations. Ainsi s'ouvre une nouvelle

* Livio Maitan, dirigeant de la Quatrième Internationale, est membre de la direction du PRC.

1. Voir, entre autres, les articles parus dans *Inprecor* : n° 326 du 15 mars 1991, n° 332 du 7 juin 1991, n° 334 du 5 juillet 1991, n° 344 du 17 janvier 1992, n° 351 du 24 avril 1992, n° 379 d'avril 1994, n° 388 de février 1995, n° 403 de juin 1995, n° 409 de janvier 1997 et n° 418 de décembre 1997.





du PRC, refondation communiste



étape où le PRC se place encore plus résolument dans l'opposition, d'abord contre le gouvernement Berlusconi, ensuite contre celui de Dini que le PDS soutiendra. C'est l'étape de loin la plus féconde de la vie du PRC qui accroît son influence et sa capacité de mobilisation (à plusieurs reprises, rappelons-le, il organise des manifestations nationales avec la participation de plus de cent mille personnes) en dépit du départ d'un certain nombre de parlementaires et membres de la direction — dont Garavini, Magri et Castellina — favorables au gouvernement Dini.

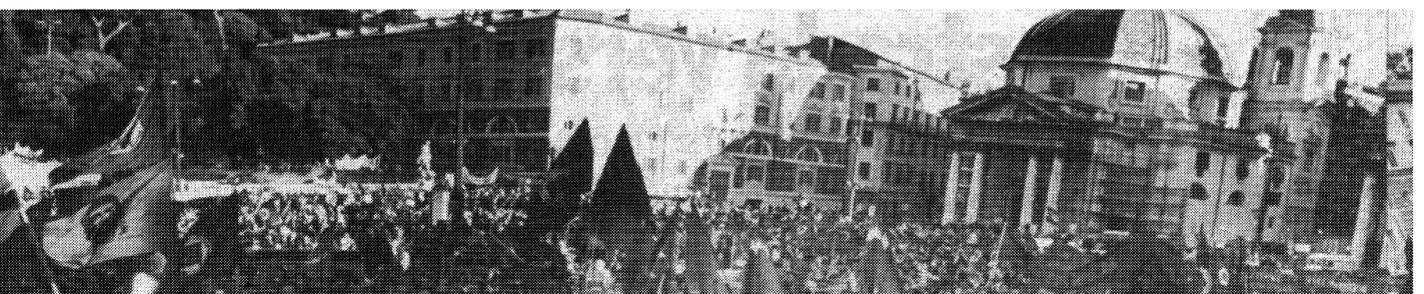
Cette deuxième étape se prolonge jusqu'aux nouvelles élections législatives du printemps 1996. Le parti y participe sur la base d'un accord de désistement avec la coalition dite de l'Olivier, dont la principale composante est le PDS et à laquelle participent des morceaux de l'ancienne

Démocratie chrétienne, dont le leader de la coalition et candidat premier ministre, Romano Prodi. La campagne électorale du PRC est menée sur une plate-forme d'alternative "lutte de classes", qui se différencie de celle de l'Olivier sur toutes les questions importantes (options économiques, réformes institutionnelles, politique étrangère, question de l'enseignement, etc.). Le parti ne s'engage aucunement à participer à une majorité parlementaire, encore moins à participer au gouvernement. Il ne s'engage qu'à permettre éventuellement à Prodi de former un gouvernement après les élections, en expliquant en même temps que par la suite il jugera sur pièce. Le mécanisme électoral fait que les élus du PRC deviennent décisifs à la Chambre des députés (non au Sénat, qui en Italie, rappelons-le, a les mêmes pouvoirs que la Chambre).

Assez vite, la majorité du parti commence à rectifier son orientation : en juin, elle déclare que le PRC est partie intégrante de la majorité parlementaire et Cossutta va jusqu'à exprimer le vœux que cela puisse durer jusqu'à la fin de la législature. C'est donc le début d'une troisième étape, qui sera ratifiée au congrès en décembre 1996. Le PRC fait désormais partie de la majorité parlementaire. En octobre 1997, il provoque une crise parlementaire en annonçant qu'il ne votera pas la loi de finances. Il recule presque immédiatement, en ayant réussi à arracher à Prodi l'engagement de faire adopter une loi sur les 35 heures et, à cette occasion, il intègre même la majorité gouvernementale, tout en excluant sa propre participation directe. Nous ne revenons pas ici sur les conséquences d'un tel choix qui amènera de plus en plus le parti dans une impasse.

Bertinotti esquisse un tournant

L'opération d'octobre 1997 est suivie assez rapidement par des réactions différentes au secrétariat du parti, et notamment des deux principaux dirigeants, Bertinotti et Cossutta. Ce dernier ne cache pas sa satisfaction, tout en soulignant encore les limites de l'action gouvernementale, alors que Bertinotti exprime de plus en plus ses réserves, d'abord au sein de la Direction et ensuite dans le Comité politique national (CPN). Par des for-





mules un peu tordues, il explique qu'un parti comme le PRC peut, en l'occurrence, soutenir un gouvernement de centre-gauche, mais pourrait aussi s'y opposer. Au CPN, fin de 1997, pour la première fois, Cossutta se différencie du rapport de Bertinotti, tout en votant à la fin la résolution commune de la majorité. Une différenciation se produit quelques mois plus tard lors de la discussion sur le document prévisionnel économique et financier présenté par le gouvernement — qui finalement est accepté — contre l'avis de la minorité. Mais alors que Cossutta souhaite que les critiques du PRC à ce document soient exprimées immédiatement, Bertinotti explique que la vraie bataille devra être menée fin septembre lors de la présentation de la loi de finances. En jugeant *a posteriori*, il apparaît que Cossutta ne voulait pas une telle bataille alors que Bertinotti voulait prendre du temps pour préparer le parti à un tournant.

Les hostilités s'ouvrent en fait en juin et juillet 1998, d'abord à la direction et par la suite lors des sessions du CPN. Bertinotti lance l'offensive : il faut exiger du gouvernement un tournant surtout en matière d'orientations socio-économiques. Si le tournant ne se réalise pas, il faut envisager une rupture avec Prodi. Cossutta met une sourdine tout en ne rejetant pas l'alternative formulée par Bertinotti : soit un tournant du gouvernement, soit la rupture. Il veut fort probablement se donner du temps pour rassembler des forces : dans ce but, il accepte que les deux sessions du CPN débouchent encore une fois sur une résolution commune (seuls les 48 représentants de la minorité votent contre, en présentant leur propre texte qui prône explicitement le passage dans l'opposition).

Cela peut apparaître étrange, mais c'est immédiatement après le CPN

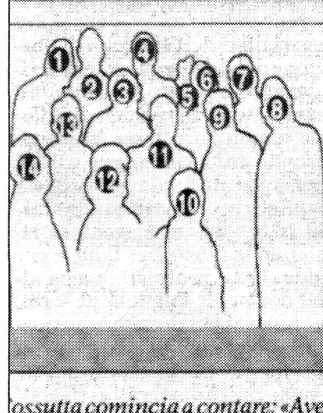
que s'ouvre dans la grande presse un débat très virulent parmi ceux qui pourtant venaient de voter un texte commun. L'enjeu devient clair : les partisans de Cossutta ne veulent pas sortir de la majorité gouvernementale alors que les partisans de Bertinotti se préparent à la rupture. A la rentrée, le débat au sein de la direction du parti est assez vif sans pour autant déboucher encore sur un conflit ouvert. Toutefois, Cossutta révèle déjà quels sont ses arguments. Il admet que la loi de finances ne comporte guère le tournant (que lui aussi a demandé) et il reconnaît qu'en principe, face à un gouvernement comme celui du centre-gauche, un parti communiste devrait se placer dans l'opposition. Mais... il faut éviter le retour de Berlusconi, etc. (cf. ce qu'il dira au CPN dix jours après). Il conclut quand même que d'après les normes traditionnelles d'un parti communiste les élus doivent s'engager à voter selon les décisions des instances dirigeantes du parti. S'agissait-il d'une ruse tactique ou n'avait-il pas encore pris la décision de scissionner ? Désormais, la question n'a plus beaucoup d'intérêt.

La scission et ses racines

Le départ de la tendance Garavini-Magri n'avait eu que très peu d'impact parmi les membres ou même chez les électeurs (si huit des députés qui avaient quitté le parti, ont retrouvé leurs sièges, c'est parce que le PDS leur a gracieusement octroyé des places). Il est encore trop tôt pour tirer le bilan de la nouvelle rupture, cette fois une véritable scission. En ce qui concerne le parti, les départs semblent être sensiblement plus limités qu'on pouvait le craindre : ils sont sans comparaison plus nombreux au niveau des instances de direction (nationales et locales) qu'au niveau des membres. Une évaluation des répercussions sur les électeurs serait pour l'instant tout à fait

hypothétique, voire arbitraire. Il faut craindre que ne se produisent des réactions de rejet, des hésitations de la part d'électeurs qui pourraient ne pas suivre les scissionnistes sans pour autant continuer à voter pour le parti. Chez les membres aussi on peut supposer que certains ne rentrent tout simplement à la maison.

La question se pose de savoir quelles sont les racines de l'attitude adoptée par ceux qui ont rompu avec le parti. Nous ne minimisons aucunement le poids d'un contexte dont nous n'avons pas besoin de souligner les aspects négatifs. Les dynamiques sociales régressives qui sont devant les yeux de tout le monde de même que la régression persistante au niveau politique et culturel, le fait que pendant la dernière année il n'y ait pas eu de mouvement de masses d'envergure et que des attitudes de passivité se sont répandues même dans des couches proches de Refondation communiste, ont pesé



La scission in trattativa

Sous le titre « La scission à l'auberge » *Repubblica* du 12 octobre publie cet article sur la naissance du parti fondé par Armando Cossutta, en le commentant ainsi : « Dimanche 4, à l'auberge "Biorio Te... est né le nouveau PCI. Étaient de la p... : 1) le mari de Anna Cossutta, Ma... 2) Enrico Vesco, secrétaire de N... 3) Nerio Nesi ; 4) le restaurateur ; 5) Cossutta ; 6) Gabriella Diliber... 7) Oliviero Diliberto ; 8) Mario Ri... 9) Lucio Manisco ; 10) Emi Cossu... 11) Cossutta ; 12) Maria Cossu... 13) Gianfranco Pagliarulo ; 14) Fa... Casari, compagnon de Maura Cossu... Bref, une histoire de famille...

«Cossutta comincia a contare: «Ave»

et pèsent lourd, y compris chez les militants. Nous avons entendu à maintes reprises des camarades nous dire : les masses ne bougent pas, qu'est-ce que nous pouvons faire ? Leur réponse était, plus ou moins explicitement : si on veut obtenir quelque chose, même très peu, il faut être du côté du gouvernement, faire pression sur lui, s'efforcer de le faire bouger... Si nous passons dans l'opposition, il n'y aura plus d'accord de désistement, nous serons réduits à la portion congrue, sinon carrément exclus des institutions à tous les niveaux.

Tout cela vaut à plus forte raison pour les élus aussi bien nationaux que locaux dont les attitudes sont inspi-



reprochant à Bertinotti et à plus forte raison à l'auteur de cet article ne pas appartenir à la tradition de l'ancien parti communiste. Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, que Cossutta a fait du tapage sur le thème de l'alliance Bertinotti-Maitan. Il n'est pas innocent non plus que le nouveau parti qui a surgi, ait été baptisé Parti des communistes italiens dans l'espoir de tirer profit de l'utilisation des vieilles initiales PCI. Certes, les allusions réitérées au rôle des trotskistes dans ce qu'on appelle la mutation génétique du parti justifiant la scission, n'impliquent pas automatiquement un retour au vieux style stalinien. Pour sa part, Cossutta a parlé à plusieurs reprises avec respect des trotskistes les plus directement visés par ses polémiques (2). Toujours est-il que ces polémiques ambiguës ont été bien accueillies par des nostalgiques incurables et sont susceptibles de créer un mauvais climat dans des secteurs de la gauche (3).

Quoi qu'il en soit, une conclusion s'impose : le PRC paie lourdement le prix de ses faiblesses, de ses ambiguïtés, de ses contradictions. Bref, il subit les conséquences du fait que le processus de renouveau, de véritable refondation du mouvement communiste s'est assez rapidement enlisé et que des problèmes fondamentaux n'ont été abordés que d'une façon épisodique et fragmentaire, sinon réticente ou carrément erronée.

Comme nous l'avons indiqué à d'autres occasions, il n'a pas su dessiner non seulement une stratégie anticapitaliste de longue haleine mais encore une stratégie alternative correspondant aux besoins de la phase actuelle de la lutte des classes. Il a mené une bataille d'opposition sous plusieurs aspects valable de 1991 à 1996, mais même dans cette bataille la perspective stratégique faisait défaut.

Le soutien prolongé au gouvernement Prodi ne pouvait qu'aggraver les choses en engendrant l'incertitude et une tendance à la passivité chez les membres et les sympathisants et en rendant difficiles les rapports avec les quelques mouvements de masse qui, malgré tout, s'esquissaient et étaient tous dirigés contre le gouvernement ou certains de ses ministres (par

exemple, les mouvements d'étudiants l'année dernière et les révoltes de chômeurs dans le Sud) (4). Dans ce contexte, le problème de son intervention syndicale n'a pas été non plus abordé systématiquement, avec le résultat que les forces syndicales non négligeables dont il dispose, restent fragmentées et divisées même au sein de la minorité "lutte de classes" de la plus grande confédération, la CGIL.

Finalement, les polémiques virulentes qui ont éclaté aux mois d'août et de septembre après que dans l'organisme de direction le plus représentatif les textes avaient été votés à une très grande majorité, la violation du mandat du parti par la majorité des députés et une scission déclenchée en l'espace de quelques jours (ou, tout au plus, de quelques semaines) sont révélatrices d'un vide de réflexion sur la question capitale de savoir comment devrait-on concevoir le fonctionnement d'un parti ouvrier et communiste à l'heure actuelle. En fait, d'un côté, on a imposé un verticalisme de fait, dont les pouvoirs excessifs du secrétariat (d'où la minorité a été toujours exclue) et le rôle prépondérant du secrétaire et du président ont été l'expression la plus concrète, de l'autre, on a avalisé une pratique selon laquelle des dirigeants ou des parlementaires faisaient à n'importe quel moment des déclarations à la presse, le plus souvent avant même que les problèmes posés soient discutés par la direction du parti. Le senti-

2. Nous venions de terminer notre article lorsque Cossutta déclara dans une interview au *Corriere della Sera* (15 octobre) : « J'ai défendu devant tous les partis communistes qui considéraient la chose inadmissible, la présence des camarades trotskistes dans notre parti. Le stalinisme n'a rien à voir avec le fait que dans tous nos congrès ces camarades se soient placés aux antipodes de nos positions. Par la suite, tout en étant quelques dizaines, ils ont été déterminants pour provoquer la crise gouvernementale ».

3. Nous mentionnons ailleurs les réactions de Fausto Bertinotti, qui, loin de prendre ses distances à notre égard, n'a pas caché son indignation. Nous ajoutons que nous avons reçu de la part d'un certain nombre de camarades du parti des expressions de solidarité face aux attaques qu'ils considéraient inadmissibles.

4. Dans des manifestations d'étudiants, par exemple, on lançait à la figure de nos militants : « Vous êtes ici, mais vos copains votent au parlement pour le ministre que nous combattons ».

ment le plus répandu chez les militants du rang, notamment dans les semaines cruciales de la crise, a été d'être traités comme des pantins, les dirigeants s'engueulant publiquement sans se soucier excessivement de consulter les membres du parti. Voilà donc un problème — celui de la conception et du fonctionnement du parti — qui devrait être à l'ordre du jour du prochain congrès, prévu au cours des premiers mois de l'année prochaine (5).

Une période difficile s'ouvre

Répétons-le : il est difficile d'estimer avec précision dès maintenant la portée de la scission (6). Le risque existe qu'en cas d'élections anticipées la présence parlementaire du parti se rétrécisse sérieusement avec l'incidence négative qui en découlerait pour ses moyens financiers et, qui plus est, que le PRC ne puisse pas à court terme jouer un rôle majeur au niveau social. Néanmoins, il est clair dès maintenant que le PRC ne sera plus ce qu'il a été auparavant aussi bien du point de vue de sa composition politique que de son mode de fonctionnement.

En premier lieu, par la force des choses, l'équilibre relatif entre ceux qui représentaient une continuité

5. Pour justifier sa scission Cossutta a avancé, entre autres, deux arguments : le parti serait géré par des « logiques autoritaires » et aurait subi une « mutation génétique ». Drôle de « mutation génétique » qui aurait été apprue en l'espace de quelques jours (personne n'en avait parlé auparavant) ! Quant aux logiques autoritaires, en tant que président et membre du secrétariat du parti, Cossutta aurait bien pu lutter contre ces « logiques » ou tout au moins les dénoncer. En fait, lorsque des pratiques bureaucratiques ont été dénoncées — pas seulement par des représentants de la minorité, mais parfois aussi par des majoritaires — il a gardé scrupuleusement le silence.

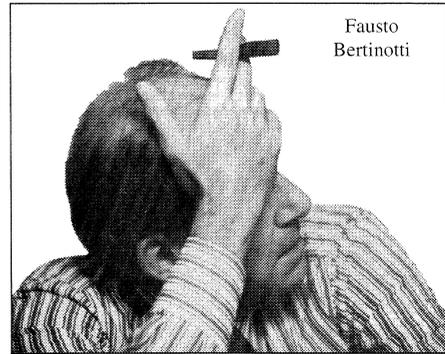
6. Selon des informations parues dans le quotidien du PRC, *Liberazione* (15 octobre), seule une petite minorité des 117 secrétaires des fédérations provinciales et 4 secrétaires régionaux sur 20 auraient quitté le parti. Au niveau institutionnel, 36 élus régionaux sur 62 sont partis. A Rome 5 secrétaires de cercles sur 66 ont quitté le parti et à Florence, en principe une citadelle « cossuttienne », trois quarts des membres du comité fédéral se sont prononcés contre la scission. Au niveau des militants de base la scission aurait eu des effets insignifiants.

avec l'ancien PCI et ceux qui provenaient de l'extrême gauche, de la gauche socialiste, d'autres expériences ou, pour des raisons d'âge, n'avaient pas un passé politique un tant soit peu important, changera assez radicalement. Cela apparaît d'autant plus probable que va s'accroître le poids des jeunes communistes, dont l'écrasante majorité a rejeté les orientations de ceux qui sont partis. En conséquence, ce que Cossutta appelait assez pertinemment la « culture togliattienne » — au fond, des approches et des conceptions inspirées par un gradualisme modéré du type social-démocrate traditionnel, privilégiant l'action au niveau institutionnel et estompant les clivages de classes — aura perdu à la suite de la scission la plus grande partie, sinon la totalité de ses partisans (sauf erreur, elle n'est désormais partagée par aucun des membres du secrétariat). Dans ce cadre, le poids spécifique de la gauche pourra augmenter d'autant plus qu'aujourd'hui de nombreux militants sont plus ouverts pour prendre en considération les critiques avancées par la minorité depuis 1994 et surtout après l'intégration dans la majorité gouvernementale en 1996. Deuxièmement, la perte de la majorité des élus nationaux poussera le parti à mettre davantage l'accent sur son intervention sociale sans être handicapé par son soutien à une coalition gouvernementale. Encore : il sera plus facile, notamment en vue du prochain congrès, de stimuler une réflexion sur la conception du parti et ses modes de fonctionnement et même d'imposer des changements. Plus généralement, des conditions plus favorables existeront pour relancer la problématique de la refondation du mouvement communiste et du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Voilà quelles sont, à notre avis, les potentialités de la phase qui s'ouvre. Il faut éviter de les gaspiller en adoptant des attitudes routinières, en piétinant sur place ou, pire, en revenant en arrière, face aux difficultés certaines qui nous attendent.

15 octobre 1998

DOCUMENTS



Fausto Bertinotti

Les raisons de notre unité vont bien au-delà de la question de savoir si on se place dans la sphère de la majorité gouvernementale ou dans l'opposition. Ces deux positions peuvent coexister dans le projet politique que nous avons élaboré lors de notre congrès. Les raisons de notre unité ont leurs racines dans le processus de refondation d'un parti communiste de masse. Ces racines résident dans le fait d'avoir mis à nouveau à l'ordre du jour le problème du dépassement de la société capitaliste. Il s'agit d'un engagement pour aujourd'hui et non d'un rêve pour demain. Il s'agit de contribuer à la construction d'une gauche d'alternative. C'est une perspective concrète qui bouge au niveau européen. D'où l'importance des succès électoraux remportés par le PDS allemand et par les camarades suédois, qui ont doublé leurs voix après une période d'opposition au gouvernement social-démocrate (...)

A l'heure actuelle, soit le gouvernement opère un tournant, soit c'est la stabilisation modérée qui prévaut. Le gouvernement a fait un choix opposé à celui du tournant. Pèsent sur lui d'une façon prépondérante les forces économiques dominantes, la Confindustria (l'organisation du patronat de l'industrie), les soi-disant technocrates européens, le FMI. Ces forces ont estimé qu'une fois atteint l'objectif de l'Euro, le moment était arrivé d'exploiter le pacte de stabilité pour lancer une perspective hyper-néolibérale, démanteler l'État-providence et annuler le pouvoir de négociation des travailleurs. Ces forces veulent, au fond, ébranler le modèle social européen (...)

C'est dans un tel contexte qu'au niveau des orientations économiques s'impose un tournant qui comporte une nouvelle intervention publique dans l'économie en fonction de la lutte contre le chômage (même si l'objectif du plein emploi n'est pas encore à la

Rapport et conclusions de Fausto Bertinotti (extraits)

portée) et pour échapper à la dépendance absolue du marché. C'est un tournant qui a une empreinte réaliste, du type néo-keynésien (avec l'accent sur "néo"), comportant des objectifs compatibles avec la réalité bien qu'en opposition avec la volonté politique prédominante (...)

Le processus de globalisation connaît des phénomènes de crise importants. L'Europe est emprisonnée dans la camisole de force de Maastricht, mais des gouvernements européens en demandent la rediscussion, y compris au nom d'une non-subordination aux États-Unis. Les résultats du SPD et des Verts et le succès du PDS en Allemagne représentent des faits importants sus-

ceptibles de modifier la situation européenne. Tout au long des gouvernements Kohl, l'Allemagne a joué le rôle de locomotive et de gendarme de l'Europe. Aujourd'hui, à l'exception de l'Espagne, l'Europe présente un cadre de gauche et sa locomotive n'est plus guidée par la droite. Même si son orientation concrète à gauche n'est pas encore là, le processus est ouvert. Les social-démocraties européennes doivent faire des choix d'orientation décisifs : revenir aux années 1980 ou entamer une politique de réforme ? Choisir, par exemple, entre le pôle Blair et le pôle Jospin. La droite reste dangereuse, mais sa crédibilité s'est fanée.

Le gouvernement italien a choisi

aujourd'hui de se placer dans la sphère modérée. Si nous ne faisons pas un choix différent nous allons nous éloigner des meilleures expériences européenne et nous poussons en arrière les conditions réelles de notre pays. (...)

Nous proposons donc de faire un pas en arrière pour en faire deux en avant. Il s'agit, bien sûr, d'un échec si nous nous limitons à considérer le cadre politique, mais ce n'est pas donné d'avance que cela soit vrai aussi sur le terrain stratégique. Le processus de construction de l'alternative ne saurait être linéaire, il n'est pas la somme de toute une série de "moindres maux". L'alternative exige des affrontements, des sauts qualitatifs (...)

Conclusions

Il est évident qu'il existe des opinions différentes et opposées. Il faut comprendre que le choix de la rupture va à l'encontre d'un certain sens commun assez diffus, contre l'idéologie du "moindre mal" et qu'il est combattu par une campagne de presse imposante. Certes, il existe le danger des forces de droite. Moi, je pense que du point de vue politique, la droite est moins forte qu'au moment de sa défaite aux élections de 1996, mais elle est plus forte sur le terrain social ; elle est moins capable d'exprimer des directions politiques acceptables, mais plus apte à capter la protestation sociale (...). Pour battre la droite nous devons, bien sûr, garantir la tenue du système démocratique (...) Mais en même temps nous devons mener ensemble une bataille sur le terrain social pour éliminer la possibilité que la droite gagne un soutien.

Nous ne sommes pas en train de changer la ligne du congrès ni de l'appliquer de façon banale. Nous faisons un choix dans une situation nouvelle, qui représente une continuité avec cette ligne. Nous n'avons jamais eu le mandat de soutenir le gouvernement tout au long de la législature (...) Pour mener à bien notre choix nous avons besoin du travail de tout le monde, et, parmi d'autres, de ceux qui, en vertu de leur histoire, de leurs caractéristiques, de leur apport au mouvement ouvrier, jouent parmi nous un rôle fondamental.

Intervention d'Armando Cossutta (extraits)

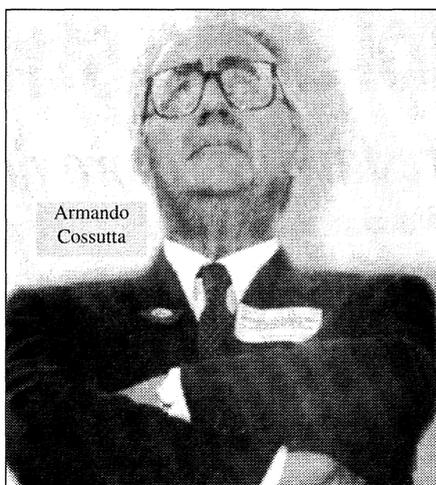
Si nous rompons avec cette majorité il existe le risque d'élections anticipées, soit maintenant soit au printemps prochain. Alors, il n'y aura pas d'accord de désistement et donc la victoire de la droite serait donnée d'avance. Si ce gouvernement tombe, il sera remplacé par un autre. Ce serait un gouvernement représentatif des forces de la grande finance, des pouvoirs forts, dont la ligne politique serait plus à droite que celle du gouvernement actuel et qui mettrait de côté les conquêtes que nous avons arrachées jusqu'ici, dont les retraites, la loi sur les 35 heures, etc. Nous assisterions à un recul sur le terrain social, politique et démocratique. Il y aurait une blessure, y compris au niveau des institutions démocratiques.

En outre, il y aurait une rupture très sérieuse à gauche. Il y aurait non seulement un déchirement au sommet, comme certains le pensent, mais aussi un isolement social, culturel et politique de notre parti au sein du peuple, des masses populaires (...)

Je crois avoir commis beaucoup d'erreurs dans ma vie et j'ai fait beaucoup d'erreurs y compris ces derniers temps. Je me reproche surtout de ne pas avoir élevé ma voix pour faire valoir mes raisons, de ne pas avoir affirmé avec plus de force et depuis plus longtemps la

nécessité d'une synthèse. Je vois que s'affirment des thèses qui n'appartiennent pas à la meilleure tradition des communistes. Je vois prévaloir une ligne qui amène le parti vers des positions purement propagandistes, des positions de témoignage. Je vois surtout s'affirmer une ligne stratégique qui est en opposition avec la ligne qui a été fixée jusqu'ici dans les congrès de Fondation. (...)

Aujourd'hui c'est une nouvelle majorité qui se dessine, disons-le clairement, c'est une majorité Bertinotti-Maitan contre la majorité Cossutta-Bertinotti qui fut l'axe du dernier congrès. ■



Armando Cossutta

DOCUMENTS - Motions présentées lors de la

Le Comité politique national (CPN) du PRC est composé de 338 membres, dont 6 étaient absents. Le vote a eu lieu sur quatre motions. La Motion n°1 présentée par le dirigeant syndical de la minorité de la CGIL, Gian Paolo Patta, tout en expliquant que la loi des finances était insatisfaisante et qu'il fallait lutter pour l'améliorer, demandait au groupe parlementaire de la voter, en renvoyant au congrès le débat sur les problèmes politiques et stratégiques soulevés dans le parti. 5 membres du CPN (1,5%) ont voté pour cette motion.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits des trois autres motions : la motion n° 4 (Bertinotti et autres) a eu 188 voix (56,62%), la motion n° 3 (Cossutta et autres), 112 voix (33,73%), la motion n° 2 (Ferrando et autres), 24 voix (7,22%). Nous publions également des extraits de la déclaration de 24 membres (Maitan et autres) qui ont voté pour la motion Bertinotti tout en ayant été élus au CPN en tant que représentants de la minorité au dernier congrès (décembre 1996).

Motion Bertinotti (extraits)

La loi des finances, présentée après le processus d'unification monétaire, se place dans une logique qui ne fait pas du thème dramatique du chômage massif, surtout dans le Midi, le paramètre de référence d'une nouvelle politique socio-économique. Les propositions avancées se limitent, en effet, au financement des entreprises par une réduction des coûts pour les patrons. Par ailleurs l'engagement pour une réduction du temps de travail, que le gouvernement a pris à plusieurs reprises mais qu'il n'a pas encore traduit par une loi, est contre-

dit par l'absence de politiques actives susceptibles de poursuivre dès maintenant la réduction du temps du travail et par les orientations du gouvernement en matière d'heures supplémentaires. Par conséquent les réformes de structure qui sont nécessaires pour une inversion de tendance sont absentes : une politique de programmation et des politiques qui, par des dépenses publiques, stimulent la demande nécessaire pour sortir des bas-fonds de la dépression. Le motif qui inspire la ligne politique du gouvernement est de miser sur une nouvelle phase de la politique de concertation et de cooptation des forces du

m o u v e m e n t ouvrier.(...) Au lieu d'adopter une thérapie de choc contre les injustices sociales, le gouvernement choisit un modèle où les droits universels ne se concrétisent que par des interventions en faveur de secteurs sociaux particulièrement défavorisés et marginalisés : un État-providence des pauvres (...)

Re f o n d a t i o n communiste, tout en s'exprimant contre les orientations

socio-économiques du gouvernement, confirme son engagement unitaire pour aborder toutes les questions concernant les assises démocratiques du pays, notamment en matière de justice. En accord avec la ligne d'autonomie et d'unité votée au congrès, le parti s'engage à fond dans la construction d'un nouveau parti communiste de masse et pour développer un mouvement de lutte large et unitaire, capable de surmonter les très graves limites d'initiative actuelles, et pour la construction d'un système d'alliances sociales et politiques qui puissent envisager la conquête d'une alternative réformatrice, qui est le seul moyen pour battre la droite.

Motion Cossutta (extraits)

Le CPN estime que la rupture de la majorité qui soutient le gouvernement aurait des conséquences très graves pour le pays sur le terrain démocratique et sur le terrain social. Notre retrait provoquerait d'abord un clivage de longue haleine, une fracture traumatique au sein des forces démocratiques et de la gauche. Il provoquerait un isolement de notre parti vis-à-vis des masses populaires, de nos électeurs eux-mêmes, de l'opinion démocratique (...) Les assises démocratiques de l'État seraient remises en question et des choix antidémocratiques, bien que non carrément autoritaires, pourraient apparaître (...)

La loi des finances est, bien sûr, largement insuffisante et n'est pas en état d'aborder les problèmes sociaux gravissimes de notre pays (...) Mais elle aurait pu être différente, si notre attitude politique avait été plus résolue. Il aurait été possible de la corriger, de l'améliorer, de l'intégrer si nous avions mené une bataille plus cohérente au sein de la majorité gouvernementale (...) Au niveau des masses il serait incompréhensible que nous retirions notre soutien au gouvernement face à cette loi des finances alors que nous avons soutenu les lois des finances précédentes si lourdes de coupures budgétaires et de sacrifices (...)

Le CPN estime donc qu'il faut relancer notre rôle politique au sein



PLUS DE 100 000 MANIFESTANTS A ROME. Le PRC a organisé le 17 octobre à Rome une manifestation nationale pour un changement de la politique gouvernementale qui prenne en compte les besoins sociaux. Au moins 100 000 personnes (chiffre réel), rassemblées sur trois places, dont la très fameuse Piazza Navona, y ont participé. C'est une indication importante de la capacité de mobilisation du PRC en dépit de la scission provoquée par Armando Cossutta. (Sur notre photo un des cortèges convergeant vers Piazza Navona).

réunion du comité politique national du PRC

de la majorité et dans le pays. Le CPN est en même temps préoccupé de l'état du parti, dont la gestion interne est marquée aujourd'hui par des attitudes qui refusent toute hypothèse unitaire et s'opposent explicitement à tout effort de synthèse politique des différentes opinions, demandé par de nombreux camarades, dans les groupes dirigeants et à la base. Le libre débat interne apparaît compromis et obscurci à cause du "leaderisme" et des logiques autoritaires.

Motion Ferrando (extraits)

Non à la loi des finances, retrait de la confiance au gouvernement, retour des communistes dans l'opposition (...) Le vote contre la loi des finances marque la fin de toute une saison politique dont il est nécessaire de dresser un bilan honnête (...). Il exige également une nouvelle perspective politique pour notre parti : une perspective qui, à la suite de l'expérience

reconnaisse le droit de toute minorité, quelle qu'elle soit, de défendre collectivement ses propres positions et en même temps le devoir du parti tout entier d'accepter la ligne adoptée démocratiquement à la majorité (...) Le CPN doit convoquer le IV^e congrès national dans les premiers mois de 1999.

Déclaration des 24 membres du CPN (dont Maitan, Montanile, Turigliatto, membres de la direction) (extraits)

En dépit du bilan critique négatif que nous dressons à propos de deux années de participation à la majorité gouvernementale, nous votons pour la motion Bertinotti puisqu'elle exprime un jugement clair et sans ambiguïté sur l'approche et les contenus de la loi de finances et en tire la conclusion de notre rupture avec la coalition du centre-gauche et donc de notre retour dans l'opposition en créant ainsi les conditions d'une relance de la dimension alternative de notre projet politique. (...) Nous nous sommes battus tout au long des dernières années pour ce tournant poli-

campagnes de masse, sans renoncer à construire des alliances sociales et politiques pour des luttes spécifiques avec les autres forces de la gauche. En se plaçant dans l'opposition il est possible de maintenir des rapports unitaires à gauche pourvu que prévalent les contenus et les intérêts des travailleurs et des masses populaires. Voilà le parti d'opposition dont le mouvement des travailleurs a besoin, le seul parti qui puisse ouvrir une phase nouvelle dans notre pays : pour relancer le conflit social en Italie et en Europe ; pour lutter efficacement contre la droite en indiquant contenus, mouvements et forces sociales matériellement intéressés à la contre-carrer ; pour relancer sur tous les terrains le défi pour l'hégémonie dans la gauche et dans le mouvement ouvrier, face au PDS en Italie et aux forces de la social-démocratie en Europe ; pour redevenir l'élément moteur de la réagrégation d'un bloc social alternatif à celui des classes dominantes en reconstruisant de cette façon les conditions d'une perspective d'alternative anticapitaliste. (...)

La récession qui est en train de se dessiner, va aggraver les attaques patronales contre l'emploi et les acquis ouvriers : il faut y opposer une politique adéquate en revendiquant tout de suite la loi sur les 35 heures et en luttant pour qu'elle soit anticipée. Nous devons partir de notre rupture avec le gouvernement pour réorienter et réactiver les structures du parti et les groupes dirigeants à tous les niveaux (y compris dans une optique internationale) (...)

Pour accomplir ces tâches, l'unité du parti est un instrument précieux. On peut la défendre non pas en exigeant une "synthèse" impossible, mais surtout en assumant ses propres responsabilités aussi bien dans l'expression des désaccords que dans la construction du parti, en relançant au sein du parti la démocratie et une pratique adéquate de pluralisme politique. En partant du choix que nous faisons aujourd'hui, il faut esquisser un parcours de préparation d'un congrès qui ait pour but de redéfinir nos perspectives stratégiques. (...) ■



faite et de la nouvelle prise de position du PRC, donne à nouveau un sens et une raison à l'action politique des communistes dans le cadre plus général d'une refondation conséquente. (...) Il faut relancer et renforcer l'intervention au niveau des masses (...). Le parti doit s'engager dans une nouvelle recherche programmatique visant à établir dans l'action des communistes un lien entre les objectifs immédiats de l'opposition "lutte de classe", qui a été reconquise, et une perspective alternative de société et de pouvoir. (...) Il faut relancer le PRC comme un parti de personnes libres et égales. Les majorités et les minorités doivent se former uniquement sur des bases politiques et programmatiques dans le cadre d'une dialectique libre qui

tique. C'est pourquoi nous invitons tous ceux qui ont participé à cette bataille à saisir cette occasion et à soutenir ensemble l'option politique qui se dessine. C'est d'un tel choix qu'il faut partir pour relancer l'initiative et le projet de notre parti. Pour notre part, nous assumerons toutes nos responsabilités face aux difficultés et aux pressions terribles auxquelles le parti devra faire face. La rupture ne saurait être interprétée comme un repli sectaire ni comme une panacée face aux difficultés et à la crise que la gauche dans son ensemble est en train de connaître. Au contraire, il faut déployer toutes les potentialités du travail de masse où le parti est engagé. La rupture peut devenir l'instrument pour animer des mouvements sur le terrain social, des luttes et des

De Prodi à D'Alema

par
Livio Maitan

La chute du gouvernement Prodi confirme encore une fois que le cadre politique italien ne cesse d'être fondamentalement instable et que la transition de ce qu'on appelle "la Première république" (1946-1992) à la Seconde, pour l'instant assez fantomatique, est loin d'être parachevée. La situation ne changera pas, pour l'essentiel, avec le nouveau gouvernement formé par Massimo D'Alema, le secrétaire du plus fort parti de la coalition, la Démocratie de gauche (DS, ex-PDS, ex-PCI).

Pour expliquer la crise actuelle, il est utile de revenir en arrière, c'est-à-dire aux résultats des élections d'avril

1996. Ces résultats avaient été salués à l'époque comme une victoire de la gauche et présentés par la suite comme la première expression d'un phénomène d'une portée européenne, dont les expressions successives seront la victoire de Tony Blair en Grande-Bretagne, l'avènement du gouvernement Jospin en France et le succès du SPD et de Schröder en Allemagne. Nous n'aborderons pas ici la question de savoir qu'est-ce que représentent effectivement Blair et Schröder dont les orientations diffèrent sensiblement, en tout cas, des approches traditionnelles de leurs propres partis, et pour l'analyse de l'expérience Jospin nous renvoyons à d'autres articles parus dans *Inprecor* (1). Disons tout simplement que l'analogie entre ces expériences

et l'expérience italienne est, somme toute, peu pertinente : le seul trait commun réside dans le fait que dans tous les pays concernés les formations de droite ont essuyé des échecs révélateurs de la crise politique que connaissent les classes dominantes européennes en dépit des progrès que celles-ci ont enregistré sur la voie de l'Union monétaire.

À l'époque nous avons titré notre article sur les élections d'avril 1996 : « Victoire de la gauche ? » (avec un point d'interrogation). En effet, rappelons-le, si une loi électorale assez particulière (2) avait permis à la coalition dite de l'Olivier d'avoir une majorité à elle seule au Sénat et une majorité avec le soutien du Parti de la refondation communiste (PRC) à la Chambre des députés, la situation étant assez différente du point de vue des voix. Les formations de droite rassemblées dans le Pôle des libertés dépassaient, bien que de très peu, les formations de la gauche et, de surcroît, le Ligue du Nord qui faisait cavalier seul et de toute façon n'était

Le trotskisme à la une...

À l'occasion du conflit au sein de la Refondation communiste et de la crise gouvernementale, les trotskistes et le trotskisme ont eu une place de choix dans la presse, à la radio et même à la Télévision. C'est le fait qu'après la rupture entre Bertinotti et Cossutta les voix de 48 membres du Comité politique national, élus en représentation de la minorité de gauche au dernier congrès (15% des mandats), pouvaient s'avérer décisives, qui a entretenu un suspense pendant quelques jours en poussant des

journaux à avancer les hypothèses les plus disparates. En fait, il était clair dès le début qu'aucun des 48 ne soutiendrait l'orientation de Cossutta.

Les quotidiens les plus connus du pays — *Corriere della Sera*, *La Repubblica*, *La Stampa*, *Il Messaggero* et *l'Unita* (de même que les quotidiens à diffusion régionale) — ont publié de nombreux reportages, des photos et des commentaires le plus souvent assez sommaires et parfois carrément fantaisistes. Livio Maitan et Marco Ferrando

ont été interviewés à plusieurs reprises.

Déjà le 24 septembre *La Stampa* avait publié un article au titre « *Le professeur et les trotskistes* », où on lisait, entre autres, que « *du moins au sujet des dégénérescences soviétique et chinoise — ce qui n'est pas peu de choses — ils [les trotskistes] ont eu raison* ». Le jour de l'ouverture du Comité politique, le 3 octobre, le *Corriere della Sera* a publié à son tour un article au titre « *Trotsky et "le piolet" du professeur Maitan* ». Plusieurs hebdomadaires ont aussi fait des commentaires sur les trotskistes et leur rôle. Une interview de Cossutta qui accusait Bertinotti d'avoir renoncé à l'alliance Bertinotti-Cossutta en faveur de l'alliance Bertinotti-Maitan ne pouvait qu'encourager davantage la presse à s'intéresser aux trotskistes. Le jour après le vote, des journaux ont titré : « *Bertinotti gagne avec les voix du trotskiste Maitan* ». Certains n'ont pas caché leur étonnement : Comment était-il possible qu'un vieux professeur puisse faire tomber le gouvernement ? Un quotidien de Rome écrivait pour sa part : « *La crise gouvernementale a le visage de la trotskiste Flavia D'Angeli qui s'est approchée de la présidence [au moment du vote] en criant "Quatrième"* » (par une coïncidence un peu paradoxale, la motion de Bertinotti était dénommée motion n°4) Le supplément hebdomadaire du *Corriere della Sera* du 15



absolument pas alliée avec la gauche, obtenait 10% de voix, c'est-à-dire plus que toutes les formations de centre-gauche prises séparément à l'exception du Parti démocratique de la gauche (PDS) qui en obtenait 21,1%.

Deuxièmement, l'Olivier incluait des partis et des formations très différentes à cause non seulement de leurs origines, mais aussi de leurs divergences programmatiques et politiques. Rappelons que, en plus de formations mineures, y faisaient — et y font encore partie alors que nous écrivons — le parti populaire italien (PPI), qui regroupe des secteurs non négligeables et des personnalités provenant de l'ancienne Démocratie chrétienne (DC), les Verts (considérés trop modérés par d'autres Verts qui se sont organisés sous une forme autonome en collaborant avec le PRC) et Renouveau italien (RI), dirigé par l'ancien premier ministre et ministre dans le gouvernement Berlusconi, Lamberto Dini (3).

Troisièmement, le programme de

la coalition s'inscrivait dans une continuité substantielle par rapport aux gouvernements précédents (Amato, Ciampi et Dini), c'est-à-dire en faveur d'une orientation néolibérale, favorable aux privatisations aussi bien qu'au maintien de la méthode de "concertation" entre "partenaires sociaux". Au fond, l'accord se réalisait, surtout, sur la priorité accordée aux mesures visant à accomplir les conditions d'entrée dans l'Union monétaire dès le début, sur la participation maintenue à l'OTAN et la réaffirmation des orientations traditionnelles de politique étrangère. En matière de réformes institutionnelles, il existait dans l'Olivier des divergences importantes, mais avec une certaine convergence sur l'idée de modifier la Constitution afin d'en estomper le contenu social et d'augmenter sensiblement le poids du pouvoir exécutif.

En conclusion, pour reprendre ce que nous écrivions à l'époque, le gouvernement Prodi représentait une convergence de forces sociales et poli-

tiques différentes : des secteurs hégémoniques de la bourgeoisie, qui avaient toujours soutenu aussi bien les gouvernements centristes dominés par la DC que les gouvernements de coalition DC-PS, de larges couches petites bourgeoises, clientèle traditionnelle des partis du centre et même du centre-droite, et de ces couches populaires, qui constituent encore majoritairement l'électorat du PDS.

Bilan synthétique

Les attaques virulentes lancées actuellement contre le PRC et l'entreprise indécente de dénigrement contre son secrétaire, Fausto Bertinotti, se fondent sur une véritable mystification : le PRC trahirait le mandat des électeurs qui auraient choisi un gouvernement de centre-gauche présidé par Prodi. Or, lors de la campagne électorale de 1996, le PRC avait réalisé un accord de désistement estimé nécessaire pour éviter une victoire de la droite, tout en menant la campagne électorale avec des objectifs qui n'étaient absolument pas les mêmes que ceux de la coalition de l'Olivier. Il ne s'était engagé, en cas de succès, qu'à permettre la formation du gouvernement Prodi : son attitude ultérieure devait être définie sur la base de l'expérience concrète. Lors du premier vote au parlement, Bertinotti avait expliqué que le PRC ne considérait pas le gouvernement comme son gouvernement.

Nous ne revenons pas sur les raisons pour lesquelles au troisième congrès du parti (décembre 1996) la minorité avait prôné le retrait du parti de la majorité parlementaire. Quoi qu'il en soit, il était absolument légitime, voire nécessaire, de la part du PRC de tirer le bilan de deux ans et demi du gouvernement Prodi.

En fait, le seul acquis de Prodi avait été l'admission de l'Italie dans l'Union

octobre a publié un reportage sous le titre : « *L'homme qui a fait tomber Prodi : Livio Maitan, de Trotsky à Bertinotti* ».

Le jour suivant, le supplément de *La Repubblica* a publié aussi un reportage sous le titre « *Les derniers révolutionnaires : parfois ils reviennent. Les trotskistes furent décisifs pour faire tomber le gouvernement* ». Le même jour, un article intitulé « *Trotsky generation* » est paru dans l'un des magazines les plus diffusés, *Panorama*. On y mentionne, entre autres, le camp des jeunes révolutionnaires organisé en été 1998 au Danemark.

Lors des déclarations de vote à la Chambre des députés le 7 octobre, trois députés ont mentionné le rôle des trotskistes et de l'"utopie trotskiste". Le président de *Alleanza Nazionale*, Fini, a expliqué que le gouvernement était si faible que son sort dépendait de 22 trotskistes appartenant à l'organisation « *archaïque* » Quatrième Internationale. Dans son premier discours public après la scission, Cossutta a de nouveau reproché à Bertinotti d'avoir gagné grâce aux trotskistes.

Bertinotti n'a pas esquivé le problème. Ses conclusions au Comité politique comportent une véritable affirmation de principe : « *Nous avons besoin du travail de tout le monde, et, parmi d'autres, de ceux qui, en vertu de leur histoire, de*

leurs caractéristiques, de leur apport au mouvement ouvrier, jouent parmi nous un rôle fondamental ». Le 6 octobre il déclare au quotidien *La Repubblica* : « *Maintenant on dit que nous avons gagné grâce aux trotskistes... Cela veut dire que nous avons démontré encore une fois notre cosmopolitisme politique puisque ce courant de pensée est depuis toujours porteur d'une énergie créatrice dans le reste de l'Europe* ». Finalement dans une interview au *Corriere della Sera* (13 octobre), après avoir réitéré l'idée selon laquelle il faut s'ouvrir à d'autres cultures, d'autres mondes, à l'ensemble des traditions différentes du communisme italien, il ajoute : « *Personnellement, je crois que ce n'est que contre l'une de ces cultures, la tradition stalinienne, qu'il faut lancer une lutte politique* ». Le journaliste lui posant la question : « *En 1998 ?* », il répond : « *Oui, cela pourra apparaître comique. Mais si en 1998 l'accusation de trotskisme est considérée infamante, cela veut dire qu'en 1998 le stalinisme est encore là* ».

Lors d'une émission ayant une grande audience, un des principaux coéquipiers de Cossutta, Marco Rizzo, ayant encore une fois fait allusion à une victoire de Bertinotti grâce aux trotskistes, le journaliste qui dirigeait les débats a remarqué : « *Quand même, le trotskisme c'est mieux que le stalinisme !* »

1. Cf. entre autres, *Inprecor* n° 415 de juillet 1997, n° 416 de septembre 1997, n° 419 de décembre 1997, n° 421 de février 1998, n° 423 d'avril 1998.

2. Selon cette loi, les trois quarts des députés sont élus selon un scrutin uninominal et le quart restant à la proportionnelle.

3. L'ancien juge Antonio Di Pietro, personnage ambigu mi-conservateur, mi-populiste réactionnaire, qui à la suite d'une élection partielle est devenu sénateur et, selon les sondages maintiendrait un pourcentage non négligeable d'électeurs potentiels, fait lui aussi partie de l'Olivier, tout en ayant sa propre formation dénommée "l'Italie des valeurs".

monétaire à la première échéance prévue. Il est difficile de prétendre que c'est un point en faveur de la gauche et du mouvement ouvrier et notamment du PRC, d'autant plus que le résultat a été atteint par de sombres coupes budgétaires frappant, directement ou indirectement, les couches populaires (4).

Depuis le début de son parcours, le gouvernement Prodi a pris une décision symbolique, révélatrice de son approche. Sous la pression du PRC, une conférence sur les problèmes de l'emploi avait été projetée pour septembre 1996. Sous prétexte qu'une telle conférence nécessitait une préparation sérieuse, elle fut reportée : plus de deux ans plus tard elle n'a toujours pas eu lieu et on a tout simplement cessé d'en parler. Il était évidemment difficile pour Prodi d'envisager un programme pour l'emploi, par exemple par des mesures néo-keynesiennes ou autres, alors qu'il acceptait l'évangile néolibéral et maastrichien. Résultat — admis par les instituts de statistiques officiels, le chômage non seulement n'a guère diminué, mais a même augmenté. En même temps la marginalisation et la pauvreté (y compris de ceux qui disposent d'un emploi) ont augmenté. Lors de sa scission, Cossutta a rappelé l'acceptation par Prodi des 35 heures comme un acquis majeur. En fait, Prodi a pris du temps et finalement a présenté un projet, sur lequel la discussion au Parlement est loin d'avoir commencé et qui est tout à fait vide, ne prévoyant ni une application généralisée des 35 heures, ni la suppression des heures supplémentaires, ni d'engagement du maintien des salaires.

Prodi a continué le travail de démantèlement des acquis des travailleurs, par exemple, en privatisant les agences pour l'embauche et en avalisant le travail intérimaire. Il a explicitement affirmé la priorité des entreprises privées et, en matière de privatisations, il a arraché une première place, peu enviable, en Europe. En même temps, il a fait sienne une méthode de gestion bureaucratique-bonapartiste en ayant largement recours à des décrets ayant force de loi et aux votes de confiance. Finalement, sur des problèmes majeurs de la politique internationale comme l'expédition militaire en Albanie et la concession des bases aériennes à l'OTAN, ne pouvant obte-

nir le soutien du PRC, il n'a pas hésité à accepter les voix du centre-droite, voire de la droite.

Ce n'est pas par hasard, donc, que des personnages parmi les plus représentatifs du grand capital — le magnat de FIAT Agnelli, le chef d'une multinationale bien connue comme Benetton et le chef de Pirelli-Tronchetti-Provera — sont parmi les partisans ouverts de Prodi (les deux premiers ont voté en faveur du gouvernement au Parlement, dont ils sont membres). L'organisation du patronat, Confindustria, elle-même a progressivement mis une sourdine à ses critiques routinières en niant explicitement de souhaiter la chute de Prodi.

Le vote du 9 octobre

Tout cela ne pouvait pas être indéfiniment accepté par le PRC sous peine de contredire son orientation programmatique, d'estomper son identité et, qui plus est, de briser les liens qu'il avait réussi à établir avec les couches parmi les plus exploitées et radicalisées de la société italienne. D'ailleurs, comme nous l'avons vu, déjà en octobre 1997 s'était produite une rupture qui reflétait, en dernière analyse, l'instabilité persistante du cadre politique. Ajoutons que cette instabilité avait été aggravée par la faillite de la tentative de faire adopter par le Parlement des réformes institutionnelles. Un accord avait été réalisé à un moment donné entre D'Alema et Berlusconi sur des changements allant dans un sens conservateur, notamment en accroissant le poids des pouvoirs exécutifs. mais finalement le projet avait été rejeté par une convergence de forces disparates, réalisé y compris à la suite de divisions internes dans la majorité (5).

Menacé par la décision du PRC de lui retirer sa confiance, Prodi a joué une dernière carte en misant sur la disponibilité de Cossutta à lui prêter main-forte avec les parlementaires du PRC sous son influence. Au cours d'un débat houleux à la Chambre des députés, il a réaffirmé, en faisant même de l'esbroufe, le rôle hégémonique autonome de l'Olivier et est allé jusqu'à refuser l'aide qui lui était offerte, bien que sous une forme ambiguë, par l'ancien président de la république, le démocrate chrétien Francesco Cossiga, et sa formation parlementaire Union démocratique des républicains (UDR) (6). Il se trom-

paît dans ces calculs : le 9 octobre il a été battu d'une voix et obligé de démissionner. Une tentative velléitaire de relancer sa coalition au début de la semaine suivante échouait en espace de quelques heures.

Le 16 octobre, coup de théâtre : des consultations fiévreuses entre les différentes formations politiques débouchent sur la candidature de Massimo D'Alema, secrétaire de la DS, au poste de premier ministre. L'Olivier s'estompe : par un byzantinisme sans vergogne, on explique qu'on se réclame désormais d'une coalition du centre-gauche et non plus d'une coalition de l'Olivier, le but étant d'obtenir le feu vert de Cossiga, ennemi mortel de l'Olivier (en s'agissant d'un tel personnage, l'expression doit être prise avec le bénéfice de l'inventaire). Cossiga déclare que, puisque la guerre froide est terminée (elle l'était déjà depuis belle lurette !), un ancien membre du PCI et secrétaire du plus fort parti de la gauche peut légitimement devenir premier ministre et que, pour sa part, il est prêt à l'appuyer. Cossutta, qui avait juré ses grands dieux qu'il n'accepterait jamais un gouvernement soutenu par Cossiga, hisse le drapeau blanc et s'empresse d'offrir des candidats de son nouveau parti pour des postes ministériels. Rarement, sinon jamais, dans l'histoire d'un régime parlementaire, un parti aura obtenu un tel résultat moins d'une semaine après sa naissance : triste aboutissement de la « culture togliattienne » ! ■

4. Comme nous l'avons écrit à d'autres occasions, la position officielle du PRC à partir de la fin 1996 a été de se prononcer contre Maastricht et pour l'euro. Bertinotti a admis explicitement la difficulté de défendre une telle position en mentionnant dans un débat à la direction du parti - *la critique de certains camarades qui ont de l'autorité dans le parti. selon lesquels [sa] position sur l'Union monétaire relevait de l'acrobatie* ».

5. Le PRC s'est opposé dès le début aux modifications constitutionnelles envisagées en proposant ses propres rectifications (dont la réduction du nombre de parlementaires et la suppression du bicaméralisme. Lors du vote au parlement, il a présenté un contre-rapport.

6. L'UDR est composée de parlementaires d'orientation centre-droite, élus sur les listes de Berlusconi et provenant presque tous de l'ancienne Démocratie chrétienne (Cossiga lui-même est sénateur de droit en tant qu'ancien président de la république).

Un pari pour la refondation de la gauche basque

par
José Ramon Castaños "Troglo"*

Les prévisions que nous avons faites en juillet sur le dialogue pour la paix en Euskadi se sont transformées deux mois plus tard en réalité. Dans ce court laps de temps, se sont succédés dans notre pays trois événements qui ont marqué un avant et un après de la politique basque.

L'alliance entre nationalistes catalans, basques et galiciens pour demander une réforme de la Constitution espagnole (Déclaration de Barcelone), l'accord de Lizarra entre les partis, syndicats et mouvements sociaux basques pour résoudre le problème de la violence politique à travers l'ouverture d'un processus constituant basque et enfin la déclaration de cessez-le-feu unilatéral et sans conditions de ETA, qui a confié la solution du problème national à la décision majoritaire du peuple basque, constituent une nouvelle scène politique où se

fondent les deux principaux problèmes de la transition espagnole : le modèle de l'État et la construction nationale basque, la souveraineté politique des nationalités et le modèle de société en leur sein.

La profondeur des changements qui s'annoncent nous permet de parler d'une seconde transition démocratique. Le modèle précédent est épuisé, puisque la formule fermée de l'État des autonomies n'est pas adapté aux nationalités historiques, et la pression pour le réformer a ouvert une crise de direction politique très difficile à résoudre. Dans le nouveau concert européen, le capital industriel et financier ne semble pas voir d'inconvénient à faire sienne la formule avancée par l'accord de Barcelone, en tout cas tant que cette proposition de « souveraineté partagée » des nationalités ne remet pas en cause l'unité de l'État ni les politiques néolibérales en cours. La gestion de ce modèle sur la base d'une répartition consensuelle du

pouvoir entre les droites espagnoles, catalanes et basques, semble plausible à première vue, parce qu'elle ne modifie ni l'ordre social ni la stabilité politique de l'ensemble. Mais cette réorganisation tranquille du vétuste État centraliste se heurte à deux puissants obstacles qui empêchent que cette transition ait lieu sans soubresauts. L'un d'entre eux est le nationalisme espagnol, dirigé à l'unisson par l'extrême droite et par le Parti socialiste. Tous deux, le journal ABC, les appareils policiers de l'État et l'appareil dirigeant du PSOE, voient dans cette proposition de réforme une désagrégation de l'État et une rupture de l'idée nationale espagnole, donnant ainsi aux nationalités une perspective de radicalisation politique, ce qui convient en un sens aux leaders modérés de Catalogne et d'Euskadi. Les autres obstacles à cette seconde transition tranquille sont la fermeté de la gauche basque dans sa demande de souveraineté politique et la force sociale accumulée autour de ses options sociales et politiques.

Le rapport de forces entre ces trois candidats à la direction politique de la société basque semble aujourd'hui relativement équilibré, mais derrière cet équilibre apparent, la consolidation majoritaire du pôle défendant la souveraineté est claire. L'idée nationale espagnole est en net recul, comme l'illustre l'insistance du Parti socialiste à séparer artificiellement la communauté des immigrés espagnols de la société basque. L'alliance démocratique de Lizarra réunit une majorité sociale chaque fois plus large mais en son sein, il y a une lutte pour l'hégémonie entre le nationalisme modéré du Parti national basque et la gauche basque, représentée par les syndicats, les mouvements sociaux, Herri Batasuna et Zutik.

DOCUMENT

Plate-forme de Euskal Herriarrok

- Droit à l'autodétermination nationale. Exigence d'ouverture d'un processus constituant basque pour affirmer la souveraineté politique des ses institutions d'auto-gouvernement et demande au gouvernement centraliste de Madrid de respecter les décisions majoritaires adoptées par le peuple basque.
- Unité territoriale. Projet d'unification politique de tous les territoires basques (Euskadi, Navarre et département basque français) qui envisage, afin d'avancer progressivement dans ce sens, la coordination volontaire des institutions de chaque territoire et une Assemblée des municipalités basques visant à développer des programmes d'intérêts communs entre elles.
- Amnistie de tous les prisonniers et exilés politiques.
- Démilitarisation du territoire basque. Fermeture des casernes de l'armée, des polygones de tir et retrait des forces policières de l'État. La Garde civile, la Police armée et l'armée doivent quitter Euskadi.
- Soutien de l'Euskera (langue basque). Politique de soutien et de discrimination positive en faveur de la langue basque. Mise en place d'un véritable bilinguisme. Politique de normalisation linguistique.
- Mesures radicales contre le chômage et l'exclusion sociale. Semaine de 35 heures, pénalisation des heures supplémentaires, baisse de l'âge de la retraite à 60 ans, politique fiscale qui impose de manière progressive les rentes de capital et extension des droits de la citoyenneté à travers la création d'un salaire social pour toutes les personnes à la recherche d'un emploi et n'en trouvant pas.

* José Ramon Castaños "Troglo" est journaliste de *Hika*, revue éditée par Zutik. On se reportera utilement à son article paru dans *Inprecor* n° 426 de juillet-août 1998, qui analysait de manière prémonitoire l'évolution de la scène politique basque.

Pays Basque

Les perspectives politiques dépendent ainsi de la manière dont se résoudra cette lutte pour le pouvoir.

L'unité de la gauche basque

La candidature de Euskal Herriarrok (1) est une réponse adéquate pour disputer, avec quelques garanties de succès, ce nouveau bras de fer politique entre la gauche et la droite

basques. Constituée immédiatement après l'annonce du cessez-le-feu de l'ETA, cette candidature est le premier pas d'un mouvement croissant de toutes les gauches basques autour d'un projet national commun. En résumant ses positions programmatiques, on peut apprécier les lignes de force d'un projet qui articule revendications démocratiques nationales et revendications sociales. Nous ne parlons ni de

constructions nationales abstraites ni de modèles de société généraux mais de revendications sociales et politiques dans lesquelles se reconnaissent aujourd'hui une majorité des citoyens basques, qui sont, en outre, disposés à lutter pour elles. De tous les aspects intéressants qu'a aujourd'hui ce nouveau projet politique, le plus remarquable est sans aucun doute ce dernier. Euskal Herriarrok est l'expression politico-électorale d'un large mouvement revendicatif structuré en organisations syndicales, sociales et politiques dont la fonction dans la société n'est pas la gestion des institutions publiques ni l'annonce de ses choix du haut des tribunes parlementaires, mais bien la mobilisation sociale et l'action revendicative. Là-dessus repose son attrait, sa force et son impact sur le cours des événements politiques.

Nous parlons d'un regroupement général de forces vives qui, si nous arrivons à les articuler au sein d'un mouvement organisé, posera les bases d'une refondation de la gauche basque. Les avancées faites dans cette direction sont

DOCUMENT : Profession de foi de la liste Euskal Herriarrok

L'heure est venue de travailler et de voter ensemble !

Euskal Herriarrok est un nouveau regroupement électoral plein d'espoir. La longue histoire de notre peuple a démontré qu'il est temps que les personnes engagées aux côtés de notre peuple, de notre langue et de notre culture continuent à avancer ensemble sur la voie de la liberté et de la justice sociale.

Le bilan des vingt dernières années ne peut guère être pire. Le peuple basque continue à être divisé en trois administrations ; notre droit de décider librement de notre avenir est foulé aux pieds ; nous disposons d'outils pour planifier notre économie or, dans le même temps, notre tissu industriel disparaît jour après jour, condamnant d'importantes couches sociales à la marginalisation et à la pauvreté alors que les quelques possédants de toujours continuent à accumuler des richesses ; notre langue et notre culture sont constamment attaquées et poursuivies.

Mais il y a cependant chaque fois davantage de secteurs sociaux, syndicaux et politiques qui revendiquent la nécessité de changer cette situation du tout au tout. Nous revendiquons la création d'une démocratie basque, nous permettant de décider librement de notre avenir et de fonder une société basée sur la justice sociale, qui en finisse avec les constantes violations de leurs droits dont souffrent les citoyens basques depuis déjà trop longtemps.

Voilà ce qu'est Euskal Herriarrok. C'est une plate-forme électorale qui compte sur le soutien de formations politiques comme Herri Batasuna (2), Zutik (3) ou ANV (4), d'anciens dirigeants politiques du Parti national basque (PNV) et de Euskadiko Ezkerra (5). Avec la participation de syndicalistes de ELA (6), LAB (7), ESKCUI (8), STEE-EILAS (9) ou du syndicat agricole EHNE (10), des représentantes du mouvement féministe, de EHGAM (11), du mouvement écologiste, de GOGOIA (12) et de la Charte sociale (13), de différentes organisations de jeunesse, de secteurs de l'Église, de personnalités de notre culture, du monde de l'euskara, du sport basque, de Senideak (14) et de bien d'autres encore.

Tous ces différents secteurs travaillent ensemble depuis longtemps. Cela fait longtemps que nous unissons nos efforts pour définir les bases consensuelles de l'Euskal Herria que nous voulons. Pour ce faire, l'heure est venue de voter ensemble. L'heure est venue de remplir les urnes d'utopie et d'espérance.

Voter Euskal Herriarrok, c'est voter pour un avenir de paix et de liberté. Voter pour Euskal Herriarrok, c'est voter pour une solution démocratique. C'est un vote pour briser les frontières imposées divisant notre peuple. C'est un vote de personnes conséquentes qui veulent être les actrices de leur destin. Voter Euskal Herriarrok, c'est voter pour la justice sociale, dire oui à l'euskara, oui à une véritable école publique basque, oui au fait que les sportifs basques aient leur place dans le monde, oui à un développement équilibré et absolument respectueux du milieu. Voter Euskal Herriarrok, en définitive, c'est parier sur le futur du peuple basque, avec espoir et en retroussant ses manches.

1. Euskal Herriarrok (Citoyens basques) a obtenu 17,9% des voix et 14 sièges (sur 75) aux élections du parlement basque le 25 octobre 1998, soit 3 sièges de plus que Herri Batasuna en 1994.

2. Herri Batasuna : organisation de la gauche nationaliste radicale.

3. Zutik : organisation de la gauche radicale basque, issue de la fusion entre l'EMK (organisation basque d'origine maoïste) et la LKI (section basque de la IV^e Internationale).

4. ANV : Action nationaliste basque (scission du PNV au cours des années '30).

5. Le PNV est le principal parti de la droite basque, marqué par des références chrétiennes démocrates ; Euskadiko Ezkerra (gauche basque) se réfère à la tradition social-démocrate nationaliste.

6. ELA : Solidarité des travailleurs basques, syndicat créé à l'origine par le PNV, qui a évolué sous la pression néolibérale vers des références "lutte de classe". 90 000 membres. A propos du syndicalisme basque cf. *Inprecor* n° 426 de juillet-août 1998.

7. LAB : Unité des travailleurs arbetzales, syndicat proche de Herri Batasuna.

8. ESKCUI : syndicat appelé "candidature unitaire de la gauche syndicale".

9. STEE-EILAS : syndicat des enseignants.

10. EHNE : syndicat agricole basque.

11. EHGAM : mouvement des homosexuels et lesbiennes.

12. GOGOIA : plate-forme contre l'exclusion sociale.

13. Charte sociale : initiative populaire des syndicats et d'une centaine d'organisations basques.

14. Senideak : comité des familles des prisonniers basques.

La gauche travailliste surprend Blair

par
Neil Murray*

très importantes malgré le court laps de temps dont nous avons disposé pour les affermir. La stratégie de la lutte armée a été abandonnée au profit de celle de la désobéissance civile, aspect décisif dans tout processus de rénovation. Le discours d'affirmation nationaliste de la nation basque devient un discours d'intégration citoyenne, qui place les revendications politiques au-dessus des problèmes identitaires, ce qui lui permet à son tour de normaliser la différence, de vivre avec elle, et fait avancer l'idée du pluralisme des formes d'organisation dans le nouveau regroupement politique. Toutes les inerties sectaires du passé récent n'ont pas encore été dépassées et il est probable qu'apparaîtra à un moment un vertige à l'heure de parier de manière définitive sur cette nouveauté qui commence à naître. Nous sommes confrontés à la responsabilité d'ouvrir un nouveau processus constituant basque en rupture avec le pouvoir central et en conflit avec le nationalisme basque modéré, mais ce qui semble être une difficulté supplémentaire, constitue en fait un avantage de plus, car cela oblige toutes les gauches basques à renforcer leur unité et à placer l'action politique et la mobilisation citoyenne au centre de leurs relations mutuelles.

Pour faire sortir les prisonniers politiques des prisons, nous devons organiser une mobilisation générale du peuple basque. Pour ouvrir un processus constituant national, nous avons besoin d'une instance légitimée socialement à partir de laquelle il pourra être impulsé. Cette instance ne sera pas le Parlement basque parce nous n'y jouissons pas d'un rapport de force suffisant, mais pourrait être une Assemblée générale des municipalités, apte à représenter la société basque dans son ensemble, en cas de conflit pour la légitimité démocratique avec d'autres instances parlementaires. C'est la même chose en termes de revendications sociales contre le chômage et l'exclusion. Aucune d'entre elles ne se frayera un chemin dans les institutions législatives sans une mobilisation générale préalable et radicale des travailleurs basques. C'est dans l'organisation de ces combats politiques que nous aurons à mener que se forge la rénovation de la gauche qui s'annonce depuis la candidature de Euskal Herriarok. ■

Le congrès du Parti travailliste (Labour Party, LP) qui s'est tenu fin septembre, fut un événement étrange. D'une part, "l'Alliance à la base" (*Grassroots Alliance*) de type centre-gauche gagnait 4 des 6 sièges à pourvoir au Comité Exécutif National (le NEC) par l'élection directe de l'ensemble des membres, et le député de gauche, Dennis Skinner, ratait de moins de 20 voix une des 3 places à élire par l'ensemble des parlementaires nationaux et européens. D'autre part, ce fut un congrès méconnaissable par tous ceux et celles qui sont habitué(e)s à participer aux congrès travaillistes (ou syndicaux), où traditionnellement des décisions sont effectivement débattues et tranchées à propos des questions-clé politiques.

Un congrès muselé

Sous le nouveau régime intérieur du LP, installé l'an passé et appelé "Partenariat du pouvoir" (*Partnership in Power*), le congrès n'est plus organisé autour de résolutions politiques. Celles-ci sont en grande partie détournées vers une nouvelle instance, appelée "Forum politique national" (*National Policy Forum*) qui produit régulièrement de longs rapports. Ils diffèrent peu des déclarations gouvernementales, sauf qu'ils sont moins concrets. Ces rapports embrassent de vastes sujets tels que la réforme de l'État-providence ou l'Europe, ils arrivent au congrès pour y être approuvés chacun dans sa totalité, mais sans pouvoir être amendé ou soumis au vote en étant divisé en différentes parties, par exemple.

Partnership in Power admet la pos-

sibilité que le NPF présente aussi des rapports minoritaires, mais personne ne sait si cela se fera effectivement, ni qui pourrait écrire de tels rapports. Cette année, la plupart des rapports qui arrivaient devant le congrès furent "intérimaires" : quels que fussent les points de vue exprimés au congrès, tout fut renvoyé au NPF avant d'être présentés devant le prochain congrès, sans que l'on connaisse l'opinion du congrès actuel ou du rapporteur... Parfois, cela discutait beaucoup avec des points de vue "forts", mais sans vote. Ainsi, plusieurs dirigeants syndicaux ont critiqué les propositions contenues dans le projet typiquement blairiste "Équité au travail" (*Fairness at Work*), mais le rapporteur, membre du NEC, n'a pas référé ni répondu aux critiques. Le secrétaire général du Syndicat des Travailleurs des Communications (CWU), Derek Hodgson, devait recevoir l'ovation d'un congrès debout pour son attaque contre la possible privatisation de la Poste (objet aujourd'hui d'une intense spéculation), mais, à nouveau, le rapporteur ne répondait pas.

Les sections locales du Parti (*Constituency Labour Parties*), les syndicats et les "clubs" socialistes (*socialist societies*) avaient la permission de déposer des textes, étroitement définis, comme "résolutions d'actualité" qui, par implication ne devraient pas toucher aux enjeux traités par les rapports émanant du NPF. Ainsi, plusieurs résolutions furent déposées à propos des licenciements dans l'industrie manufacturière, la nouvelle loi "antiterroriste", le Livre Blanc sur le droit d'asile et les bombardements américains sur le Soudan et l'Afghanistan. D'autres résolutions "hors norme", déposées par plusieurs syndicats, furent tolérées.

La ligne Blair passe

Par décision de la direction du

* Neil Murray est journaliste. Cet article est repris du mensuel britannique *Socialist Outlook*.

Grande Bretagne

Parti, le congrès eût la permission de voter sur quatre "sujets d'actualité", considérés prioritaires. Ce fut un exercice assez académique. Car il apparût rapidement qu'une série de résolutions avaient été passées à certains secrétaires généraux des syndicats, plusieurs jours avant le début du congrès (tandis que les délégué(e)s élu(e)s dans les sections locales du Parti les reçurent à l'ouverture du congrès) qui en avaient sélectionné quatre. Sans surprise, leurs priorités coïncidèrent parfaitement avec ce qui se trouvait dans le tract distribué à l'entrée par "Labour First" dévoué à la direction Blair.

Trois des "priorités" portaient sur l'Europe, les transports et le gouvernement local. La quatrième traitait de la réforme électorale et plaidait pour le *statu quo* actuel du système "First past the post" [qui franchit en premier la ligne d'arrivée est élu(e)], en d'autres termes, un système uninominal limité à un tour pour les élections parlementaires nationales. Cette position conservatrice antidémocratique va à l'encontre de la commission Jenkins pourtant mise place par le gouvernement Blair pour réformer le système ! Si la réforme de Jenkins passe, le Labour aura moins de chances de gagner les prochaines élections. Si elle ne passe pas, le gouvernement Blair sera fortement embarrassé. En fin de compte, il n'y a pas eu de vote !

Contrairement aux discussions alimentées par les rapports du National Policy Forum, le nombre d'intervenants fut limité à 6 sur chaque résolution d'actualité. Cela a créé un mécontentement très fort parmi les délégués. La discussion sur les transports fut clôturée par deux résolutions: une déposée par la TGWU (Transport and General Workers Union) qui soutenait à fond la politique du gouvernement, et une autre du RMT (Rail Maritime Transport) qui se prononçait en faveur de la renationalisation des chemins de fer et s'opposait à la privatisation du métro londonien. Personne d'autre que les protagonistes du RMT ne put prendre la parole pour défendre cette dernière motion. De ce fait, elle fut largement minoritaire.

Quant à la résolution sur "le gouvernement local", UNISON, le princi-

pal syndicat du secteur public plaida en faveur de la privatisation avec mise en concurrence (le projet "Best Value") de certains services locaux. Les seuls autres votes à la conférence acceptaient les propositions de la direction Blair de réorganiser la sélection des parlementaires (mieux contrôlée par la direction), l'organisation des femmes dans le Parti (dont le rôle est limité et moins efficace), et la scandaleuse refonte de la sélection des candidats-parlementaires pour les élections européennes de juin 1999.

La bonne surprise à gauche

Sur cet arrière-fond qui empêcha l'expression de tout désaccord avec la politique gouvernementale, l'élection au Comité Exécutif National des "dissidents" Mark Seddon, Cathy Jamieson, Liz Davies and Pete Willsman fut une réussite incroyable. Surtout après la tentative coriace de la liste "Les membres d'abord" (*Members First*), dévouée à la direction du Parti, pour leur infliger une défaite dévastatrice.

D'après la réforme blairiste du Parti, connue sous le nom de "Partenaire au pouvoir", les règles interdisent désormais aux parlementaires de se porter candidat dans la partie du Comité exécutif National qui est directement élue, au sein des sections locales du Parti (le CLP) par tous les membres. Cette règle avait été introduite par Blair pour empêcher l'élection des députés oppositionnels comme Denis Skinner, Ken Livingstone et Diane Abbott. En limitant les candidatures aux membres "ordinaires", ils espéraient faire élire ceux qui jouissaient d'un soutien affiché de la part de la direction. Mais plusieurs organisations de la gauche du Parti, ensemble avec le courant "Labour Reform" (une partie de la vieille droite d'avant Blair, mais mécontente à cause de la centralisation accrue), se sont mis d'accord sur une plate forme et une liste de six candidats sous le nom de "Alliance à la base" (*Grassroots Alliance*).

Au départ, il y avait 10 candidats promus par la direction pour les 6 places ouvertes. Mais comme l'opposition réussit à passer à l'offensive, ce nombre fut rapidement ramené à six. "Membres d'abord", une organisation sortie "du néant", lançait une

puissante campagne en faveur de ces derniers. Il s'avéra qu'elle disposait d'un budget d'au moins 100 000 livres sterling (environ un million de francs français, et six millions de francs belges), en grande partie fournis par le syndicat de la métallurgie, et d'une entreprise spécialisée dans les appels téléphoniques pour mobiliser les votants. On est même allé jusqu'à envoyer des bulletins de vote à des membres qui avaient quitté le Parti. La direction du Parti a lancé de violentes attaques contre "l'Alliance à la base". Le secrétaire général du Parti, supposé être neutre dans la campagne électorale interne, s'est particulièrement illustré dans cette campagne ainsi que Neil Kinnock, ex-dirigeant du Labour, membre de la Commission de Bruxelles, qui caractérisait ces candidats comme « trotskistes » et « à la solde des trotskistes ».

Les candidats de "l'Alliance à la base" ont pu parler lors de nombreuses réunions à travers le pays, y compris des conférences des syndicats. Beaucoup de militants ont distribué le matériel et ont, à leur tour, actionné le téléphone. Contrairement à ceux de "Membres d'abord", cela fut fait sur une base volontaire par des membres du Parti et non par une entreprise commerciale extérieure.

Mark Seddon, éditeur de la revue de gauche *Tribune*, arriva en tête avec 56% de l'ensemble des votes. L'Alliance réussit aussi à faire élire tous ses candidats aux sections du "Conference Arrangement Committee". Elle occupe un quart des sièges au *National Policy Forum*. Celui-ci est constitué des membres élus au plan régional, des délégués du congrès, des membres élus par les syndicats ainsi que des parlementaires.

Loin du compte...

Cette victoire "électorale" doit être mise en perspective. Car, il y a un danger que la gauche, euphorique, ne perde de vue qu'elle a été incapable d'influencer un tant soit peu la ligne politique du Parti. Sur le plan des élus, la gauche s'est renforcée. Sur le plan politique, la direction a gagné sur toute la ligne. Les quatre sièges (sur 32) ont été gagnés dans un Comité Exécutif national (NEC) qui est dépouillé totalement de ses préroga-

tives d'antan.

La politique s'est enfouie dans ce *National Policy Forum* dépourvu de tout fonctionnement démocratique, et, en fin de compte, dans un *Joint Policy Committee* (Comité Politique unifié), présidé par Blair lui-même et composé pour moitié de représentants des cabinets ministériels et pour moitié de délégués du NEC. Là aussi toute opposition est muselée par Blair.

Les quatre élus de la gauche au NEC se sont engagés à lutter pour la démocratie au sein de celui-ci et de faire des rapports publics à ceux qui les ont directement élus. Des membres du NPF ont promis de défendre le droit de présenter des rapports politiques minoritaires devant le congrès national du Parti et le recours aux débats et aux votes. C'est bon, mais on est loin encore du compte.

Si la gauche atteint ces quelques

objectifs, il reste à mener la bataille principale contre la politique droitière du gouvernement Blair. Pour y arriver, il faudra à la fois organiser démocratiquement le courant de gauche, et porter le débat et le combat au-delà des frontières du Parti.

La *Grassroots Alliance* fut organisée par le courant qui s'appelle la "Campagne pour la démocratie au sein du LP" (*Campaign for Labour Party Democracy*), qui visait, lors du congrès, à garder à tout prix une présence de "Labour Reform" au sein des instances du Parti, en écartant ce qu'ils appellent "l'ultra-gauche" et en refusant aussi de s'engager dans une mise en cause de la politique de Blair. Des membres notoires de ce courant sont des partisans actifs d'une politique d'austérité.

Le problème principal de la gauche britannique, qu'elle soit dans le Labour ou en dehors, c'est le très bas

niveau des luttes sociales. Les dernières statistiques montrent que l'on se trouve à un niveau historiquement bas du nombre de grèves. C'est une indication de ce qui sera nécessaire pour sortir de la dépression actuelle, suite aux défaites que Thatcher avait infligées au mouvement ouvrier. Blair a un boulevard ouvert devant lui. Au dernier congrès du TUC (la grande Confédération syndicale) la majorité des syndicats s'est alignée derrière lui. Ceux qui sont dirigés par la gauche, sont trop faibles pour peser dans le rapport de forces.

La perspective pour la gauche c'est de construire patiemment une opposition contre cette politique, dans le mouvement syndical et sur le plan politique. Un futur nouveau parti ayant des racines dans la classe ouvrière, sera le résultat des grandes batailles à venir. ■

Depuis sa naissance le Labour Party a toujours connu un fonctionnement interne à la fois complexe mais assez démocratique. Blair a réussi à restreindre radicalement le poids de la base.

La complexité s'est accrue ; la démocratie a reculé.

La "National Conférence" (congrès national) est composé de délégués désignés par les syndicats (TUC), par les CLP, "Constituency Labour Parties" (les sections locales du Parti basées sur les circonscriptions électorales), et les "socialist societies" (des "clubs" ou "associations" socialistes — peu nombreux). En gros, la moitié des délégués appartient au TUC, l'autre moitié aux CLP.

Le PLP — "Parliamentary Labour Party" — est l'organisation de tous les parlementaires travaillistes. Il a toujours eu des prérogatives importantes par rapport au congrès du Parti.

Le NEC (Comité Exécutif National) comprend 32 membres : 6 élus directement par tous les membres et 3 élus par les parlementaires nationaux et européens ; le reste est élu par les syndicats (TUC), par les conseillers élus dans les instances publiques locales, et choisi par le dirigeant ("Leader") du Parti et son second.

Le "National Policy Forum" est une nouveauté (depuis 2 ans). A travers la réforme organisationnelle interne du Labour qui s'appelle "Partenariat au pouvoir" (voir plus bas), ce Forum Politique National est devenu le principal lieu où se discute désormais la ligne politique du Parti ! Il est composé de délégués du PLP, du TUC, du NEC, et de délégués qui ont été élus par les délégués des CLP à la conférence nationale. Il n'y a pas de règles formelles pour son

Une démocratie de Parti sous haute surveillance

fonctionnement (on n'y vote pas) et les rapports qui en sortent, sont confectionnés par la direction. Le "Joint Policy Committee" (Comité Politique unifié) est une autre structure de la réforme interne. Le NEC a toujours été l'instance supérieure entre deux congrès s'occupant de la politique et de l'organisation du Parti. La politique est désormais transférée au JPC. Il est composé d'une moitié formée par certains membres du NEC, l'autre moitié étant directement désignée par le gouvernement et le "leader" (Blair) lui-même.

Le "Partnership in Power" est cette réforme interne imposée par Blair au congrès de 1997. Son but, évident, est de réduire la possibilité, au congrès, de critiquer et de juger le gouvernement travailliste. Formellement la souveraineté du congrès n'est pas mise en cause ; le congrès qui vient de se tenir, prouve pourtant le contraire.

Le "Conference Arrangement Committee" est un Comité du congrès dont la tâche est de surveiller le déroulement de celui-ci, la légitimité des résolutions, etc. En réalité, c'est la direction du Parti qui s'en occupe directement. Ce Comité est élu par les CLP et le TUC.

Le système de vote britannique (pour la Chambre) est basé sur la règle du "First Past the Post" (scrutin uninominal à un tour) : celui ou celle qui a le plus grand nombre de voix dans une des 650 circonscriptions électorales, est directement élu(e), indépendamment du pourcentage que ces voix représentent. La pression pour aller vers un certain degré de proportionnalité augmente par ailleurs : cela existe déjà pour les élections européennes et pour les nouveaux parlements écossais et gallois ; une commission "indépendante" (Jenkins) prépare un rapport pour aller dans ce sens dans le parlement britannique également.

Ukraine

Le 29 mars 1998 se sont déroulées les élections au Soviet suprême d'Ukraine et aux soviets des différents niveaux - région, ville, quartier. Les suites de ces élections se firent voir très rapidement : elles n'apportèrent rien de positif aux citoyens.

Le personnage politique le plus en vue de ces élections était l'ex-premier ministre de L. Koutchma, Pavel Lazarenko. Il avait été limogé par un décret de L. Koutchma et accusé de corruption, de détournement du budget de l'état et des grandes ressources financières au bénéfice de la compagnie Systèmes énergétiques unifiés d'Ukraine (l'interlocuteur privilégié de la compagnie russe Gazprom). En tant que premier ministre, P. Lazarenko avait vidé les budgets urbains et les avait transférés dans le complexe agro-industriel. Aux postes d'administrateurs principaux dans la majorité des régions d'Ukraine il avait fait nommer responsables agricoles les anciens de la nomenklatura du PCUS. C'est ainsi qu'apparurent en Ukraine de gros propriétaires dans l'agriculture. Une grande partie en avait été privatisée depuis longtemps, un parti agrarien était apparu (regroupant les gros propriétaires des moyens de production et du sol) ainsi qu'un réseau de banques agricoles. Il s'agissait véritablement d'un processus criminel se déroulant en dehors de toute loi. D'après les lois ukrainiennes les kolkhozes et les sovkhozes sont toujours là et la propriété du sol appartient toujours à l'État avec vente interdite. Les bases matérielles de l'agriculture ne furent pas renouvelées sous Brejnev et demeurent sous la dépendance des ressources laissées en héritage par l'URSS. La situation des villageois est bien pire que celle de habitants des villes.

En ce qui concerne les récentes élections on peut les caractériser ainsi :

1 — le conflit entre le président L. Koutchma et l'opposition des "défenseurs du peuple" en la personne du Soviet suprême d'Ukraine sortant n'était qu'une farce pré-électorale de la part des partis, mouvements et personnalités qui s'efforçaient de remplir à leur usage le nouveau Parlement;

2 — il n'existe aucune opposition de gauche ou de droite au président ni aux structures de son pouvoir. Il n'y a qu'une lutte des clans financiers et industriels pour le partage du pouvoir. Tous les partis et groupements du par-

lement ne sont que des partis du pouvoir. Ils ne sont que des fragments de l'état et du gouvernement;

3 — les députés et les élus au niveau du quartier, de la ville et de la région représentent une partie de l'appareil des "tchinovniks", supports de l'activité de l'administration étatique;

Trois mois avant les élections du 29 mars, dans toutes les régions de l'Ukraine a été constitué le parti Hromada (Ensemble) avec à sa tête L. Lazarenko. Ce parti représente la direction politique de l'un des plus puissants clans des possesseurs de terre, d'entreprises d'alimentation, de matériel agricole et de capital financier, sans oublier la nomenklatura économique et administrative du PCUS.

Pendant la campagne électorale le parti Hromada s'est présenté comme un "Conseil des ministres oppositionnel" dirigeant la lutte contre l'emprise du capital étranger sur le pays. Pour mener sa campagne Hromada a dépensé, selon les données de la presse, environ 100 millions de dollars US, principalement en corruption, pots-de-vin et achat de places au parlement. Tous les autres partis réunis ont dépensé environ 50 millions de dollars. En dépit de ce financement gigantesque, Hromada n'a reçu les voix que de 8-10% de tous les participants au vote.

A la suite de Hromada se profila le Bloc des partis socialiste et paysan, financé par le parti agrarien et, séparément, le PC d'Ukraine (KPU), lui, sous les auspices de Hromada.

L'ensemble de ce pseudo-bloc Socialiste-Communiste-Paysan a rassemblé environ 30% des voix. Sur 90 places à pourvoir au parlement sur liste de candidats de partis (1) les socialistes-communistes en vendirent 40 en bloc aux représentants de Hromada, dont celles de P. Lazarenko, de banquiers, de directeurs et de riches agrariens. C'est un fait que dans les régions industriellement développées de l'Ukraine pas un seul candidat du PC ou du PS n'a gagné dans aucune circonscription. Telle est leur popularité personnelle.

Les élections à peine terminées, il ne restait plus trace de l'activité publique des partis politiques. Demeurait sur le papier le programme du Conseil des ministres oppositionnel : "Cent semaines pour une vie digne".

Pendant le semestre de son exis-

tence le nouveau parlement qui s'était défini "le seul défenseur du peuple" face au pouvoir anti-populaire du Président, ne manifesta aucune apparence d'activité.

Fin septembre il était déjà évident que la crise s'aggravait à grande allure, cependant au sein des sommets politiques de l'élite ukrainienne c'était l'accord parfait. Pas un seul député, pas un seul parti ou groupement ne s'est efforcé de prendre la défense des citoyens. La majorité de ceux qui constituent l'élite ont de profondes racines dans le passé, dans les organes nomenklaturistes du PCUS. Avec leurs clans familiaux ils ont volé le présent et maintenant ils s'efforcent de voler à des millions d'hommes leur futur.

L'existence de la CEI à la place de l'ancienne URSS, avec ses monstres étatiques dégénérés, a complètement démoli toutes les théories pseudo-démocratiques et pseudo-socialistes sur le capitalisme populaire, la régulation étatique des prix dans l'intérêt du consommateur, les entreprises propriété collective des producteurs, l'existence de secteurs entiers de l'industrie en autogestion sur la base du marché. La réalité a très vite détruit le mythe des chefs patriotes dont le but dans la vie serait de se soucier du bien-être des travailleurs et de faire revivre le PCUS qui en un an rétablira l'URSS et tout ce qui existait avant 1985.

Et quelle est l'issue dont il faut rechercher non pas l'achèvement mais le commencement ?!

Le commencement il est seulement dans la lutte de ces mêmes millions d'hommes et de femmes que l'on vole au nom du "communisme soviétique" tout en le reniant chaque jour.

L'essence du marxisme consiste à faire renaître des forces capables de lutter et de se développer. Non pas pour intensifier la misère des citoyens et renforcer le pouvoir de l'oligarchie mais pour libérer des millions d'hommes de la misère morale, physique et sociale. Alors pourra être emprunté le chemin vers la victoire lorsque des millions de citoyens, encouragés par une meilleure situation sociale, sauront pour quoi et contre qui ils mènent la lutte. ■

1. La moitié du Parlement est élue à la proportionnelle sur liste de partis, l'autre moitié est élue au scrutin majoritaire simple dans les circonscriptions (ndt).

suite de la page 36

Inprecor : *Que se passe-t-il dans les domaines de l'éducation et de la santé dont le régime était si fier il y a une vingtaine d'années ?*

Tuan : L'enseignement public avait tellement dégringolé que depuis quelques années des écoles privées (dites "non étatiques") se sont ouvertes pour les gosses de privilégiés. Elles bénéficient de matériel, de meilleurs profs, etc. A Ho-Chi-Minh-Ville (HCMV) il en existe trois assez renommées depuis 1992-1993, jumelées avec la France, l'Australie, les USA. Elles sont fréquentées par les enfants des cadres du PC et par ceux des nouveaux riches à raison de 3,5 millions de dongs par an.

Le problème est que jusqu'à récemment n'importe qui pouvait ouvrir n'importe quoi. En août le gouvernement a commencé à jeter un œil sur les conditions d'ouverture des écoles "non étatiques" et cela a soulevé un véritable tollé.

Quant à la santé : les hôpitaux sont bourrés et la nourriture y est toujours à la charge de la famille. Il y a cependant une amélioration car l'hôpital fournit maintenant les médicaments et dispose de seringues et d'aiguilles à usage unique. On trouve également tous les médicaments en pharmacie. Certains médecins hospitaliers font partie des privilégiés en ce sens qu'après leur journée de travail ils rejoignent leur cabinet privé. J'ai rencontré une femme médecin qui avait fait un stage d'interne en France dans les années 80. Elle a maintenant une superbe villa avec piscine à 8 km d'HCMV et ses enfants font leurs études aux USA....

Inprecor : *En 1996 tu nous avais dit que Hanoi se "saïgonisait" progressivement. Qu'en est-il actuellement ?*

Tuan : Comme tu le sais très bien les USA ont perdu la guerre militairement mais gagné la guerre "idéologique". L'américanisation se poursuit à outrance. Partout on entend de la musique US, partout on voit des inscriptions en anglais et de la pub américaine. Les voitures et surtout les hondas sont

maintenant bien plus nombreuses que les vélos. Il n'y a cependant pas encore de Mac Do (ni à HCMV) et les fast food servent seulement du pho (moins cher et plus vite préparé). J'ai pu constater que Cora s'était installé à 20 km d'HCMV et vendait moins cher que les autres supermarchés. Son immense parking est toujours plein. On dit que Carrefour cherche aussi à s'implanter.



Inprecor : *J'ai rencontré récemment une ancienne responsable Viêt-cong. Elle est en train d'écrire ses Mémoires pour que la jeune génération connaisse au moins l'histoire de son pays. Les jeunes sont-ils, comme elle l'affirme, totalement dépolitisés ?*

Tuan : Totalemment. Ils se foutent de l'histoire et de la guerre du Viêt-nam. Ce qu'ils veulent c'est gagner des dollars. Le chômage des jeunes est considérable même à bac+5. Ne trouvant pas de travail, les jeunes diplômés acceptent des boulots alimentaires dans des hôtels fréquentés par des anglophones. Il est parfaitement vrai que beaucoup d'"anciens" (c'est à dire de plus de cinquante ans) sont amers et les livres de souvenirs sont nombreux dans l'espoir que la mémoire ne disparaîtra pas.

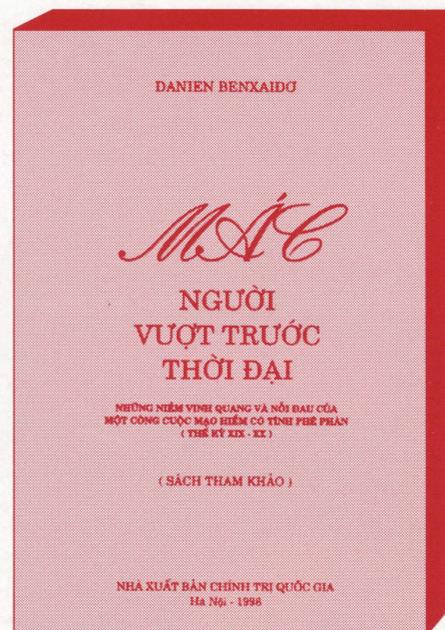
Inprecor : *Comment expliquer que dans un tel marasme politique un éditeur ait eu l'audace de faire traduire et de publier le livre de Daniel Bensaïd Marx l'intempestif ? Il y a donc une clientèle potentielle pour un tel ouvrage ?*

Tuan : Je n'en suis pas encore revenu. Je passais devant une librairie

de quartier à Hanoi quand mon regard est attiré par le nom de Marx sur la couverture d'un livre. Je finis par réaliser que l'auteur est bien notre Daniel. Ce livre je l'ai retrouvé en devanture à Danang et à HCMV. Je crois que certains intellectuels, notamment membres du parti, ont le désir de retrouver leurs racines, de relire Marx et d'imaginer une alternative au tout marché (même sous l'oeil vigilant du Parti). Ils veulent renouer avec les idéaux de leur jeunesse quand la lutte pour l'indépendance était liée à celle pour une société plus juste.

Actuellement il n'y a pas de tendance authentiquement communiste dans le PC mais individuellement des types pourraient s'en réclamer. Ils lisent tous les journaux de l'émigration et certains ont même lu les ouvrages de Trotsky que nous avons traduits en vietnamien : nous avons diffusé une centaine de *Révolution trahie* et commençons à expédier *Ma vie*. Inutile de dire que la photocopie fonctionne au Viêt-nam.

Certes, il n'y a pas actuellement le moindre regroupement capable d'organiser la moindre réponse politique au malaise social mais, à mon avis, c'est au sein du PC, que naîtra une opposition dont le développement dépendra de sa liaison avec la montée obligatoire du mouvement social. ■



Marx l'intempestif de Daniel Bensaïd (édition vietnamienne, trouvée par Tuan).

Inprecor : Lors de ton dernier voyage, fin 1996, tu avais déjà remarqué une certaine détérioration sociale avec même des grèves. Qu'en est-il aujourd'hui? Comment le Viêt-nam est-il touché par la "crise asiatique" ?

Tuan : L'économie vietnamienne va assez mal depuis un an et demi. Elle ressent maintenant les effets de la "crise asiatique". Les investissements étrangers, notamment ceux des "dragons", diminuent et les USA demeurent toujours dans l'expectative malgré le levée de l'embargo il y a trois ans.

Certes, le Viêt-nam est devenu le deuxième exportateur mondial de riz mais sa qualité est inférieure au riz thaïlandais (Lustucru n'en veut plus...). Pendant ce temps il y a des régions (celles des minorités ethniques) où persistent des zones de famine.

"L'industrialisation" est très particulière et concerne surtout les objets de consommation. Des zones industrielles sont réservées aux investissements étrangers. Elles sont de deux catégories :

- les zones industrielles d'exportation (EPZ), où les investisseurs doivent monter des usines ne produisant que pour l'exportation (essentiellement textile, chaussures). Il s'agit donc d'objets de consommation fabriqués par des usines qui sous-traitent (souvent pour Taiwan sous-traitant pour les USA...)

Viêt-nam 1998

- les zones industrielles proprement dites (IP) où l'on peut produire ce que l'on veut et vendre à qui l'on veut. Ce sont souvent des industries polluantes. Il existe certes une obligation de dépollution sur le contrat mais elle n'est pas respectée.

Comme "la terre appartient au peuple" d'après la Constitution, elle est louée aux étrangers pour 50 ans renouvelables. L'acquéreur a le droit de la relouer à un autre étranger. On a ainsi une sorte de rente foncière modernisée.

Auparavant le tourisme assurait de solides rentrées financières et il existait une véritable concurrence Viêt-Nam—Thaïlande. La dévaluation du baht de 40%, fin 97, a fait pencher la balance pour la Thaïlande puisque le séjour y est maintenant moins cher et les services bien meilleurs. Par rapport à 1996 la chute du revenu touristique est de 20-25%.

Le dông a également connu une dévaluation mais plus modeste : 1 \$ US valait 11 000 dôngs en novembre 1997, il en vaut maintenant 14 600.

Inprecor : Comment la population réagit-elle ?

Tuan : Les grèves sont nombreuses et se sont banalisées de telle sorte que les journaux en parlent moins, sauf le Lao Đông (le Travailleur), journal des syndicats, géré par des jeunes. Grâce au courrier des lecteurs on prend connaissance des divers mouvements provoqués par les mauvais traitements, les heures supplémentaires non payées, le retard dans les salaires.

A la campagne (où vit encore 80% de la population) la situation continue à se détériorer et les mouvements de protestation contre la corruption et la vie chère (notamment dans la région de Thai Binh) se poursuivent mais la presse n'en parle plus. Beaucoup de "grands chefs" se sont déjà succédés sur place et les bureaucrates les plus corrompus ont été limogés mais pas tous...

Inprecor : Globalement comment évolue le niveau de vie ?

Tuan : Tout dépend de la catégorie sociale. Le prix des denrées est à peu près stable et les salaires demeurent stationnaires. La catégorie des "nouveaux riches" (dont certains sont "très" riches) a tendance à s'agrandir (businessmen, commerçants, médecins), la moyenne des citadins stagne et à la campagne la tendance est plutôt à la baisse, bien que dans l'ensemble, sous l'effet de la pub, il y a une petite augmentation de la consommation.

Notre camarade Tuan, établi en France depuis une quarantaine d'années, revient d'un séjour au Viêt-nam. Il s'y rend tous les ans et avait déjà relaté son expérience pour les lecteurs d'*Inprecor* en décembre 1995 et en décembre 1996.

propos recueillis par
Jean-Michel Krivine

(lire la suite page 35)